

Les Echos de l'Eco

echosdeleco.com

FÉVRIER 2024 – N°034 / GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU



TOTALENERGIES GABON UNE COMPAGNIE BIEN ANCRÉE

TotalEnergies est à l'origine de la grande aventure pétrolière du Gabon. En 1928, les premières reconnaissances géologiques sur le terrain se heurtent à l'absence de cartographie précise du sol et du sous-sol du pays.

P.
9-10-11-12

ROAMING MOOVAFRICA

PROFITEZ DES MEILLEURS FORFAITS ROAMING SUR LE RÉSEAU MOOV AFRICA

6 000 F
10 min + 300 Mo
Valable 7 jours

15 000 F
20 min + 1 Go
Valable 15 jours

Côte d'Ivoire - Togo - Mali - Burkina Faso
Bénin - Mauritanie - RCA - Tchad, Niger

Composez *222#

(*) Offre valable pour les abonnés du réseau Moov Africa

Interview

Xavier Rouzeaud & Jacques Bikoro

Directeurs généraux TotalEnergies Gabon

Essentiels



INTERNET : POURQUOI LES AFRICAINS TARDENT À SE CONNECTER ENTRE EUX ET PASSENT ENCORE AUTANT PAR LES LIAISONS INTERNATIONALES

Les points d'échange internet (IXP) permettent aux Africains de se connecter entre eux sans passer par les lignes internationales. Ils sont indispensables pour offrir un internet à haut débit de qualité...

P.4



GABON : LE CTRI SE DOTE D'UN PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT À PRÈS DE 4 600 MILLIARDS DE F CFA

Après le Plan d'accélération de la transformation (PAT), l'exécutif gabonais dévoile le Plan national de développement (PND).

P.15



SUR LE THÈME « MÉDIAS, PAIX ET SÉCURITÉ »

Placée sous le haut patronage de Macky Sall, le président du Sénégal, la 50^e édition des assises de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) s'est déroulée du 9 au 12 janvier 2024...

P.18

**PLUS DE PROXIMITÉ
POUR MIEUX VOUS
SERVIR.**



LIBREVILLE

- Agence ODYSSEE - Centre ville
- Point de Vente GAMMA - BGFIBank Oloumi
- Point de Vente OCEAN - BGFIBank Glass



PORT-GENTIL

- Point de Vente FIDIS - Centre d'Affaires BGFIBank Nouveau Port



LAMBARÉNÉ

- Point de Vente LEONIS - BGFIBank Centre ville



WWW.ASSINCO-SA.COM

Tél : +(241) 11 72 19 25

Email : commercial@assinco-sa.com / reclamations@assinco-sa.com

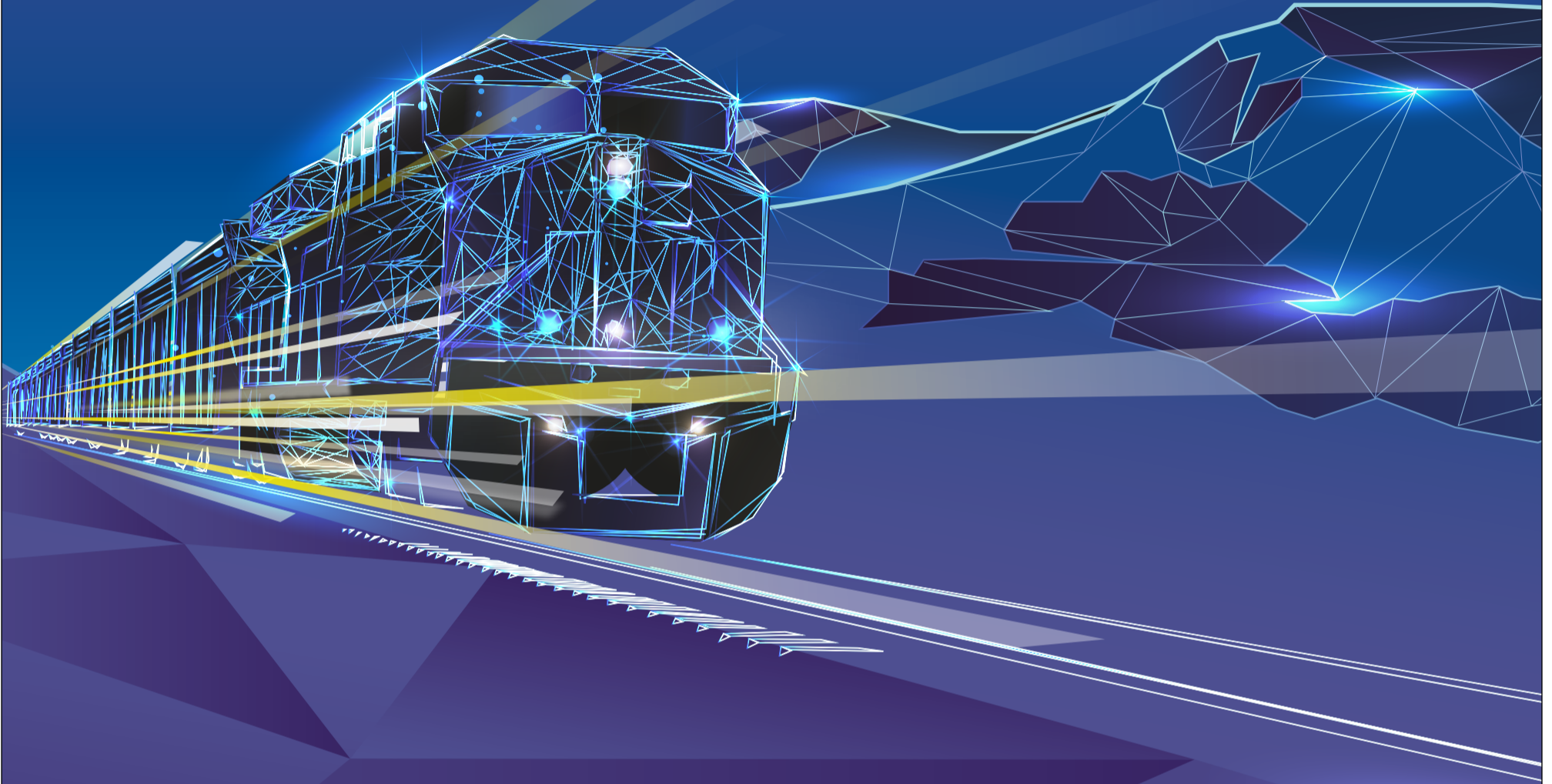
Adresse : Immeuble Odyssee, Boulevard de l'Indépendance Libreville-Gabon

www.groupebgfibank.com

Assinco

LE RISQUE MAÎTRISÉ, L'AVENIR ASSURÉ.

Un chemin de fer de classe mondiale, pour soutenir le développement économique national.



Les gares du Transgabonais

Owendo Virié - Essassa - N'Toum - Andem
M'Bel - Oyan - Abanga - N'Djole - Alembe
Otoumbi - Bissouma - Ayem - Lope
Offoue - Booue - Ivindo - Mouyabi - Milole
Lastourville - Doume - Lifouta
Mbougou-Mbadouma - Moanda - Franceville



setrag.eramet.com



Édito

FÉVRIER 2021-FÉVRIER 2024 : DÉJÀ 3 ANS ET 34 ÉDITIONS

On dit d'un enfant de 3 ans qu'il s'affirme, se développe et prend conscience de son potentiel, qu'il optimise ses audaces, ses perspectives et son autonomie. Son identité se construit au quotidien dans un environnement multiforme et continuellement changeant, qu'il apprend à connaître et qu'il continue d'explorer pour progresser. A la lecture de ces indications, nous avons donc de bonnes raisons d'appeler les *Échos de l'Éco* « notre bébé »!

Cela étant dit, et toutes considérations maternelles mises de côté, l'évolution de ce journal mensuel s'affirme en maturité. En effet, nous vous inviterons dans les tous prochains jours à visiter notre nouveau site internet, entièrement restructuré, dynamique et suffisamment riche en informations pour jouer dans la cour des grands. Pour accompagner ces contenus, vous pourrez nous confier vos publicités, vos promotions, vos communiqués et même vos vidéos. Vos images seront valorisées, promues, boostées grâce à ce support digital diffusé tous azimuts. Comme vous le savez, les *Échos de l'Éco* apprécie aussi le papier. Alors nous avons investi dans un équipement numérique qui nous permet d'imprimer avec une belle qualité vos rapports annuels, vos plaquettes, vos flyers et autres cartes de visite (voir p. 18).

En ce qui concerne les projets, une chaîne YouTube est en gestation et nous ne manquerons pas de vous tenir informés de sa mise en ligne.

En attendant, ce numéro de février tient toutes ses promesses et traite de sujets variés notamment celui qui en fait la une, consacré aux pionniers de la découverte et de l'identification des potentialités géologiques pétrolières gabonaises.

L'actualité du pays régale ceux qui se nourrissent de kongossa et de polémiques, ce qui n'entre pas dans la ligne éditoriale des *Échos de l'Éco*. Alors nous choisissons de diffuser, de traiter, d'analyser les sujets qui nous permettent de voir le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. Nous préférons saluer les investisseurs à l'instar d'OCT qui s'emploient à développer leurs activités portuaires autant que leurs actions RSE, observer la croissance de l'Afrique subsaharienne ou encore découvrir le PNDT, Plan national de développement appelé à remplacer, voire reprendre, les bases du PAT.

Il nous plaît de nous intéresser à cette Afrique qui avance, qui progresse, qui renforce son emprise sur le marché des minéraux critiques, qui s'unit avec des bailleurs de fonds, qui étudie les pistes de sortie de crise et analyse les valeurs encore insuffisamment exploitées.

Trois ans pour consolider une ligne éditoriale et valoriser des acquis. Merci, chères lectrices et chers lecteurs, merci aussi à nos contributeurs pour la confiance que vous nous témoignez. Nous sommes déterminés à continuer à vous donner entière satisfaction, parce que vous le valez bien!

Anne-Marie Jobin

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION JOURNALISTE

Anne-Marie Jobin
echosdeleco@gmail.com
(+241) 062 18 77 18

COMMUNITY MANAGER

Salane Bassirou

INFOGRAPHISTE & DIRECTEUR ARTISTIQUE

Donald Ella – Studio Pixel

ASSISTANTE DE DIRECTION

Jocelyne Mouckala
(+241) 066 06 94 98

RELECTURE & CORRECTION

Michaela Rubi

INFORMATIONS LÉGALES

Sté Échos de l'Éco
RCCM : GA-LBV-01-2022-B16-00001
Déclaration de constitution d'un organe de presse accordée le 05 février 2021
Ministère de la Communication
N°: AT_MC00001/2021

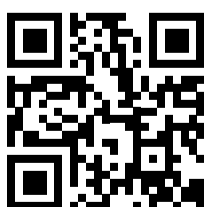
PUBLICITÉ ET MARKETING

Réseau de distribution : echosdeleco@gmail.com

IMPRESSION



IMPRIMÉ À 12 000 EX



Sommaire



MESURER LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE INDICE DE DÉVELOPPEMENT DES TIC 2023

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'agence spécialisée des Nations unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle est le moteur de l'innovation dans le domaine des TIC, avec 193 États membres et plus de 900 entreprises, universités et organisations internationales et régionales.

P.5

INCLUSION FINANCIÈRE DIGITALE EN AFRIQUE : 52 LEADERS APPELLENT À L'ACTION

Nouveaux produits, prestations inédites... Le secteur financier africain est en pleine mutation. Des représentants de la fintech, mais aussi des institutions sous-régionales et des partenaires au développement, invitent à agir afin que nul ne soit laissé de côté.



P.6



L'AFRIQUE SIGNE UN RECORD DE 3,74 GIGAWATTS DE NOUVELLES CAPACITÉS SOLAIRES INSTALLÉES EN 2023 (RAPPORT)

Alors que les réseaux électriques centraux restent peu fiables sur le continent, les entreprises se tournent de plus en plus vers le solaire off grid – hors réseau – pour satisfaire leurs besoins en énergie...

P.7

L'AFRIQUE RENFORCERA SON EMPRISE SUR LE MARCHÉ DES MINÉRAUX CRITIQUES EN 2024

Pour parvenir à une transition juste pour l'Afrique, et pour le monde entier, les pays du continent devraient tirer profit plus équitablement des retombées économiques associées à l'exploitation des ressources naturelles.



P.16



VIVO ENERGY L'ART D'INTÉGRER LES JEUNES TALENTS

La 4^e édition du programme « Jeunes Talents » initié par Vivo Energy Gabon est un cru 2024 tout aussi exceptionnel que les trois précédents. Cette initiative constitue un tremplin pour l'insertion et le développement professionnel des jeunes diplômés.

P.17

TÉLÉCOM

INTERNET : POURQUOI LES AFRICAINS TARDENT À SE CONNECTER ENTRE EUX ET PASSENT ENCORE AUTANT PAR LES LIAISONS INTERNATIONALES

Les points d'échange internet (IXP) permettent aux Africains de se connecter entre eux sans passer par les lignes internationales. Ils sont indispensables pour offrir un internet à haut débit de qualité et à petit prix aux populations africaines. Pourtant l'objectif fixé pour 2020 de réduire à 20 % la part du trafic africain qui passe par l'international est loin d'être atteint. Un rapport examine ce qui freine la matérialisation effective des IXP.

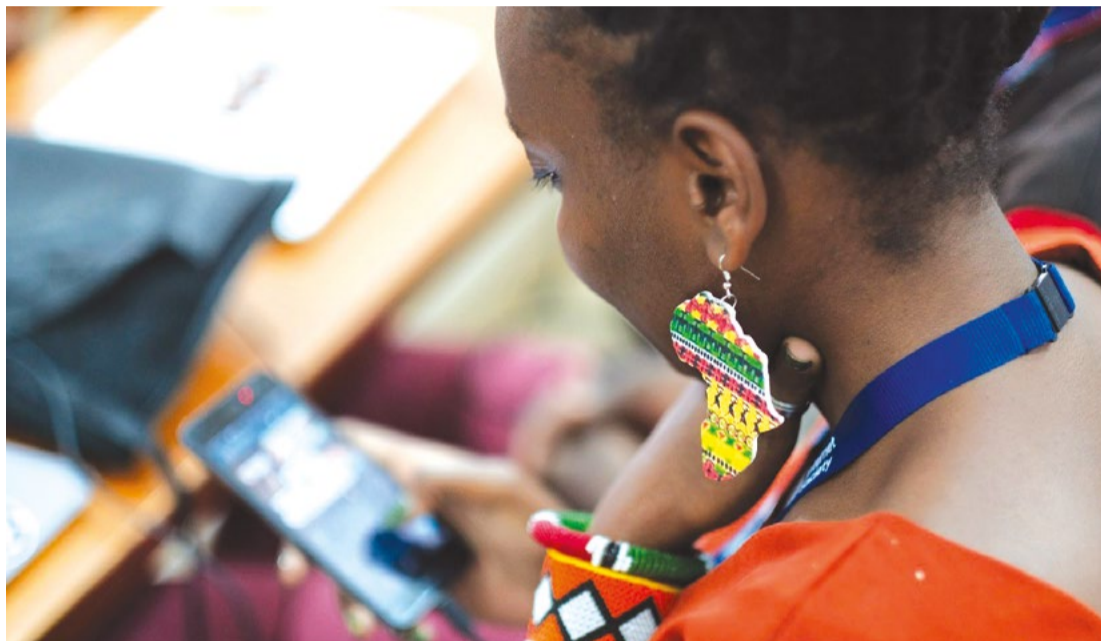
Plusieurs contraintes infrastructurelles, financières et réglementaires empêchent l'Afrique de récolter les fruits de ses points d'échange internet (IXP) qui ont été mis en place pour assurer une connectivité data accessible, abordable et de qualité en créant des itinéraires plus courts pour le trafic internet et en brisant la dépendance des fournisseurs africains aux liaisons internet internationales, selon un rapport de Muriel Edjo publié le 23 janvier.

Intitulé «L'Afrique peine encore à rendre internet accessible, malgré ses 53 points d'échange localisés dans 36 pays», le rapport précise que les IXP sont aujourd'hui l'un des atouts majeurs indispensables au succès des ambitions africaines d'offrir un internet à haut débit de qualité et à petit prix aux populations qui désirent profiter des dividendes de l'économie numérique. Ces infrastructures techniques physiques où les réseaux télécoms se réunissent pour se connecter et échanger du trafic internet permettent de créer des itinéraires plus courts et plus directs pour ce trafic.

Leur déploiement dans un pays garantit un échange du trafic internet au niveau local au lieu de passer par des liaisons internationales coûteuses. Résultat : le coût d'achat des capacités des fournisseurs d'accès à internet (FAI) est largement réduit, ce qui diminue les coûts pour les consommateurs tout en garantissant une vitesse de trafic beaucoup plus importante.

De plus, les IXP attirent un large éventail d'opérateurs locaux et internationaux, car ils leur offrent un moyen plus rentable d'accéder aux utilisateurs internet locaux potentiels. Les types de réseaux qui se connectent au trafic d'échange sont notamment les fournisseurs de services internet (FSI), les opérateurs mobiles et les réseaux de diffusion de contenu (CDN) tels que Google, Baidu, Akamai ou Facebook.

Trois pays seulement se détachent du lot



Le rapport indique également que le nombre des IXP s'est multiplié sur le continent dès 2010. À travers l'Internet Society, la communauté technique d'internet en Afrique a adopté cette année-là une vision ambitieuse : rendre 80 % de l'intégralité du trafic internet accessible localement à l'horizon 2020, avec seulement 20 % passant par les lignes internationales.

En 2012, la Commission de l'Union africaine a jugé l'idée pertinente et lancé le projet Axis (African Internet Exchange System Project) avec le soutien financier du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures et du gouvernement du Luxembourg.

Selon l'Association africaine des IXP (Af-IX), il existe actuellement 53 IXP actifs situés dans 47 villes réparties dans 36 pays du continent. Cela veut dire qu'entre 2012 et 2023, l'Afrique s'est enrichie de 41 IXP actifs.

Toutefois, trois pays seulement ont réussi à se démarquer jusqu'à présent. Il s'agit de l'Afrique du Sud qui a atteint l'objectif 80/20, du Kenya et du Nigeria qui s'en sont rapprochés grandement en échangeant déjà 70 % de leur trafic au niveau local.

Le succès de ces trois pays, qui détiennent aujourd'hui chacun plus de trois IXP, s'explique non seulement par leur ancienneté dans l'adoption du point d'échange internet comme une solution à une connectivité plus rapide et moins coûteuse, bien avant le projet Axis, mais aussi par la création d'un environnement

réglementaire et technique favorable qui a suscité l'intérêt des réseaux internationaux de diffusion de contenus.

Outre les investissements dans le renforcement des infrastructures, les acteurs des IXP ont abandonné les exigences financières obligatoires en matière de *peering* (échange de trafic internet) entre les entreprises membres afin d'encourager les nouveaux membres à s'inscrire et à conclure des accords de *peering* sélectifs. En conséquence, tous les grands fournisseurs internationaux de contenus (Google, Facebook, Akamai, etc.) ont ajouté au moins un cache en périphérie (système de mémoire intermédiaire numérique accessible à partir d'emplacements distants dans le monde) dans les

trois pays. Plusieurs d'entre eux ont également ajouté un point de présence (PoP) favorisant l'hébergement de contenu local. Des économies de coûts considérables ont ainsi été obtenues.

Renforcer la concurrence sur les marchés télécoms

Dans les 33 autres pays africains qui abritent un IXP, le trafic internet échangé au niveau local se limite encore à environ 30 %.

De nombreux facteurs expliquent ce retard. Il s'agit en premier lieu du développement insuffisant des infrastructures de télécommunications à haut débit. Bien que les opérateurs de téléphonie mobile aient réussi à déployer leur réseau en inves-

tissant dans des tours de télécommunication, l'empreinte de la fibre optique au niveau national reste faible. Elle est d'ailleurs encore largement localisée dans certaines zones des grandes villes et l'internet fixe est presque inexistant.

À ce facteur lié aux infrastructures s'ajoutent des contraintes financières et réglementaires. La mise en place et l'entretien de l'infrastructure nécessaire aux IXP requièrent des investissements importants. Des coûts d'interconnexion élevés entre les réseaux peuvent également décourager les opérateurs de participer aux IXP.

En ce qui concerne la régulation du marché des télécommunications, la collaboration entre les acteurs est parfois perçue négativement, comme un signe de collusion. De plus, sur des marchés très concurrentiels, chaque entreprise tend à se concentrer sur la maximisation de ses revenus et l'amortissement rapide de ses investissements.

Nouvelle décennie

Pour prévenir une potentielle nouvelle décennie d'inefficacité des points d'échange internet dans la plupart des pays du continent, Internet Society recommande de réformer les marchés télécoms pour favoriser l'émergence de réseaux d'accès concurrents, y compris les FAI fixes et les opérateurs mobiles qui fournissent un accès internet, afin de stimuler le développement des IXP, d'étendre les infrastructures nationales au-delà du point d'atterrissage principal des câbles sous-marins et du centre démographique principal.

Un accent particulier doit également être mis sur l'investissement dans des centres de données neutres pour accueillir en toute transparence tous les acteurs qui désirent se connecter à un IXP dans un pays, ainsi que sur le renforcement de la connectivité internationale et l'élaboration de politiques favorables à une plus grande collaboration entre les acteurs du secteur.

Les pays qui n'ont pas encore d'IXP devraient, quant à eux, accélérer la mise en place de ce genre d'infrastructures compte tenu des enjeux de développement actuels et futurs liés à l'accès au haut débit.

Source : Ecofin

Les IXP actifs en Afrique



MESURER LE DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE : INDICE DE DÉVELOPPEMENT DES TIC 2023

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'agence spécialisée des Nations unies pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Elle est le moteur de l'innovation dans le domaine des TIC, avec 193 États membres et plus de 900 entreprises, universités et organisations internationales et régionales.



L'UIT a publié son nouveau rapport annuel sur le développement des TIC (technologies de l'information et de la communication) dans le monde. Ce dernier rapport classe 169 pays en fonction de leur développement en matière de TIC. Le pays le moins performant en 2023 est le Tchad, avec un score de développement des

TIC de 20 sur 100. Le pays le plus performant est le Koweït, avec un score de 98,2 sur 100.

L'étude a évalué des critères tels que la pénétration de l'internet, le pourcentage de ménages disposant d'un accès à l'internet à haut débit à domicile, la population couverte par les réseaux 3G et 4G, le trafic internet par abonnement mobile à haut débit, le

coût des services mobiles à haut débit et des services fixes à haut débit.

La disponibilité des réseaux 5G n'a pas encore été prise en compte dans l'étude. Les technologies de l'information et les services de communication au Gabon ont été classés au quatrième rang en Afrique.

Préface du rapport 2023 par Cosmas Luckyson Zavazava : Directeur du bureau de développement des télécommunications de l'UIT.

En 2009, l'UIT lançait le premier IDI (index de développement des technologies de l'information et de la communication) qui est devenu un outil important pour les décideurs politiques chargés de l'agenda numérique. Après une interruption de six ans, nous reprenons sa publication sur la base d'une nouvelle méthodologie, développée selon un processus inclusif et itératif.

Nous avons parcouru un long chemin depuis le premier appel téléphonique il y a plus d'un siècle (1876) et la naissance d'internet (1983). Internet est devenu un élément indispensable de notre vie quotidienne, ouvrant la voie à de nouvelles formes de communication, de divertissement, d'expression et de collaboration.

Aujourd'hui, il y a plus d'abonnements à la téléphonie mobile que d'habitants sur la planète et les deux tiers de la population mondiale utilisent internet. Pourtant, les divisions entre les pays et au sein des pays eux-mêmes continuent d'exacerber les inégalités sociales et économiques.

Je suis heureux de constater que le nouvel indice de développement des TIC (IDI) présenté ici place la connectivité universelle et significative en son cœur. Garantir à chacun une expérience en ligne sûre, satisfaisante, enrichissante et productive à un coût abordable est

un impératif pour cette décennie et l'un de nos objectifs stratégiques.

La mesure est essentielle pour parvenir à une connectivité universelle et significative. Les données nous aident à comprendre où nous sommes allés, où nous en sommes et où nous devons aller. Les données nous permettent d'identifier les priorités, de concevoir des interventions efficaces, de suivre les progrès et de nous tenir responsables. À cette fin, l'UIT collecte, diffuse et analyse des données sur les TIC depuis des décennies. La mesure est essentielle pour parvenir à une connectivité universelle et significative.

Les résultats de l'IDI 2023 révèlent des progrès significatifs dans l'adoption et l'investissement dans la connectivité, avec une note moyenne mondiale de 73 sur 100. Cependant, il est crucial de regarder au-delà des moyennes de groupe et de reconnaître que de nombreux pays sont encore en difficulté. L'IDI confirme la relation très étroite entre le développement global et le développement numérique, et expose les profonds fossés qui persistent entre pays riches et pays pauvres.

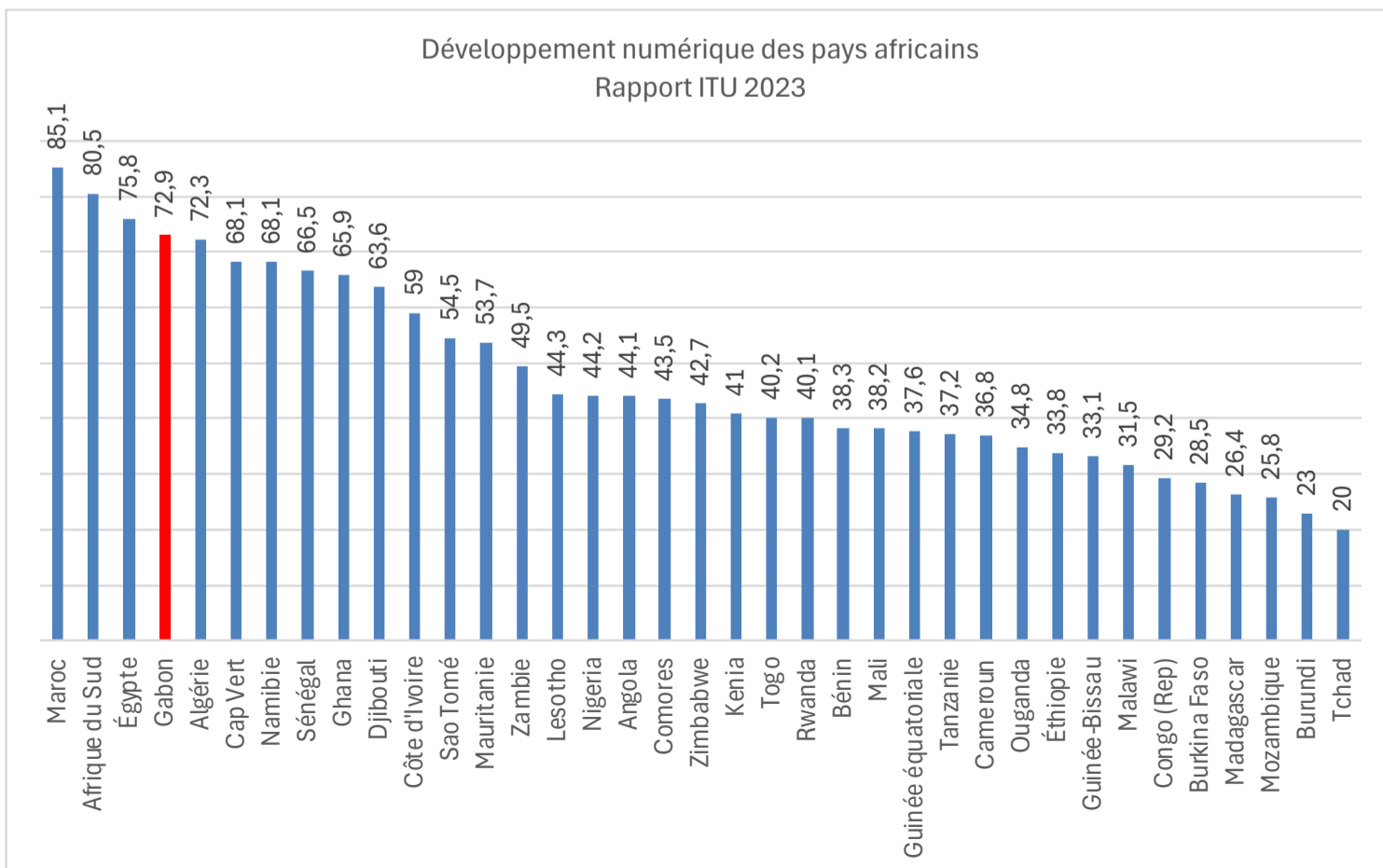
Même si l'IDI fournit un aperçu précieux de la connectivité dans le monde, son processus de développement a mis les limites de nos connaissances actuelles en évidence. **Il est urgent que les pays investissent dans leurs capacités statistiques et améliorent la disponibilité des indicateurs sur les TIC.**

Pour aider les pays à mesurer la connectivité, l'UIT continuera de fournir des lignes directrices, des outils de collecte de données, des activités de développement des capacités et des compétences ainsi qu'une assistance technique.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude aux États membres ainsi qu'aux membres et aux présidents du groupe d'experts sur les indicateurs des TIC dans les ménages (EGH) et du groupe d'experts sur les indicateurs des télécommunications/TIC (EGTI) pour leur contribution au développement de la nouvelle méthodologie IDI. Je remercie également le Centre commun de recherche de la Commission européenne pour son audit statistique *pro bono* de la méthodologie IDI.

Le voyage vers un monde pleinement et significativement connecté est loin d'être terminé, mais, armés des données, des outils et de l'engagement appropriés, nous pouvons faire des progrès considérables pour garantir que chacun puisse profiter des avantages de la connectivité numérique et contribuer à un monde à venir plus inclusif et durable.

Développement numérique des pays africains
Rapport ITU 2023



INCLUSION FINANCIÈRE DIGITALE EN AFRIQUE : 52 LEADERS APPELLENT À L'ACTION

Nouveaux produits, prestations inédites... Le secteur financier africain est en pleine mutation. Des représentants de la fintech, mais aussi des institutions sous-régionales et des partenaires au développement, invitent à agir afin que nul ne soit laissé de côté.

«Face à l'explosion des inégalités, à l'urgence climatique, aux bouleversements sociopolitiques, à l'envol des prix des biens et services de première nécessité, nous, actrices et acteurs de l'inclusion financière digitale sur le continent, entendons faire écho aux aspirations d'une Afrique nouvelle, terreau d'une prospérité plus inclusive et redéfinie selon nos règles.»

Les femmes et les jeunes entrepreneurs

Trois tendances clés permettent d'être optimistes dès aujourd'hui. L'Afrique a réussi à unifier son marché intérieur grâce à la création de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) qui regroupe 55 pays et 1,4 m^d habitants. Dans la droite ligne de l'agenda 2063 de l'Union africaine et de l'Afrique que nous voulons, nous partageons une vision commune en affirmant que l'inclusion financière numérique jouera un rôle déterminant dans le succès du marché unique.

Le continent abrite un nouveau leadership entrepreneurial porté par les femmes et par les jeunes

qui dominent la majorité des activités marchandes. Ainsi, 70 % du commerce qui se fait dans les frontières intra-africaines est réalisé par des femmes.

L'Afrique est le barycentre mondial de l'innovation en matière de finance digitale. La multiplication des nouveaux acteurs, comme celle des émetteurs de monnaies électroniques et bien d'autres, est en passe de vaincre la fatalité de l'exclusion financière qui dominait le continent depuis plusieurs décennies. L'inclusion financière digitale a démontré, à travers le monde, son potentiel à être un catalyseur pour 13 des 17 objectifs de développement durable (ODD). Compte tenu du leadership détenu par le continent à l'échelle mondiale en matière d'innovation dans la finance digitale, 10 actions majeures s'offrent à ses acteurs pour renforcer les fondements d'une prospérité renouvelée au niveau national et sous-régional, et repousser ainsi un pessimisme qui n'a plus lieu d'être.

Aux acteurs du secteur privé, y compris les fournisseurs de services financiers de :



i) hâter l'émergence de champions nationaux à envergure régionale en les soutenant dans leur digitalisation par le développement de services financiers et logistiques qui répondent aux besoins spécifiques et évolutifs des femmes, des jeunes et des petites entreprises qui dominent les activités marchandes sur le plan national, régional et continental; ii) renforcer le financement privé de l'expansion des marchés par la transformation du secteur des services financiers décentralisés (microfinance) par le biais d'innovations responsables qui favorisent la mutualisation du *mobile banking* au niveau sectoriel, et leurs interconnexions aux fournisseurs de services de paiement;

iii) accroître la collaboration entre banques, grands opérateurs, fintechs et startups pour élargir le portefeuille des services digitaux financiers et non financiers accessibles aux marchands selon leur niveau de formalisation; iv) étendre les réseaux d'acceptation des paiements digitaux sur l'ensemble du territoire, en particulier dans les zones frontalières.

Aux acteurs publics nationaux, régulateurs et institutions sous-régionales communautaires garantes de l'intégration économique et/ou monétaire de : i) réussir le passage à l'interopérabilité des moyens et systèmes de paiement en associant les agrégateurs et leurs savoir-

faire acquis au cours de la dernière décennie, dans la facilitation des paiements aussi bien au niveau national qu'au niveau régional et continental; ii) promouvoir la transparence de tous les coûts associés aux transactions financières pour une meilleure prise en compte dans les *business models* des marchands et pour favoriser la clarté de décision chez les clients finaux; iii) garantir l'accessibilité et l'efficacité des mécanismes de recours, aussi bien au niveau national que pour les opérations transfrontalières afin de renforcer la confiance des acheteurs; iv) introduire de la flexibilité dans les initiatives d'identité digitale et des exigences en matière de KYC («Know-Your-Customer») qui prennent en compte les niveaux de formalisation des économies nationales, réduisant ainsi l'exclusion financière de certains segments et acteurs; v) assurer l'efficacité des mécanismes de vérification et d'application des dispositions d'intégration sous-régionale et continentale relatives à la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux aux frontières; vi) accélérer la promotion de la coopération bilatérale intra-africaine pour la mise à l'échelle, l'harmonisation ou le développement de normes et de bonnes pratiques qui favorisent une digitalisation responsable des services financiers sur le continent (notamment en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, de mécanismes de recours et de normes de solidité et de fiabilité des infrastructures digitales).

Source : Jeune Afrique

POZI

solution de tracking et gestion de flotte



Connectez votre flotte. Optimisez vos activités.

à partir de 25.000 FCFA

POZI est disponible sous forme d'abonnement mensuel à partir de 25.000 FCFA par véhicule. Frais d'installation 15.000 FCFA par véhicule.



DEMANDEZ VOTRE ESSAI GRATUIT*

f POZIapp 077.27.34.73

www.pozi.app

*offre soumise à conditions

COOPÉRATION : LE GABON ET LA BANQUE MONDIALE SE RENCONTRENT POUR UN ÉTAT DES LIEUX DE LEUR PARTENARIAT

Une séance de travail relative à ce cadre a eu lieu ce mois-ci entre le directeur général du budget et des finances publiques (DGBFIP), Aurélien Marcel Mintsa Mi Nguema, et une importante délégation de la Banque mondiale conduite par Sandee Mahajan.

Selon des sources proches de la DGBFIP, deux centres d'intérêt principaux ont guidé les échanges : revisiter la coopération et faire l'état des lieux des relations entre les deux partenaires.

Il convient de noter que le portefeuille de la Banque mondiale au Gabon compte actuellement cinq projets actifs dans différents secteurs de développement. Le Gabon est éligible au guichet de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) de la Banque mondiale destiné aux pays à revenu intermédiaire et aux pays pauvres solvables.

Le 22 novembre 2022, le groupe de la Banque mondiale a approuvé le nouveau cadre de partenariat pays (CPP) pour le Gabon qui couvrira les exercices 2023 à 2027. Ce cadre accompagnera le pays vers une croissance économique durable et inclusive et contribuera à deux résultats de niveau supérieur, à savoir : une plus grande résilience des ménages et la création d'emplois dans le secteur privé non pétrolier.

Par ailleurs, le nouveau cadre s'appuie sur la stratégie de développement du Gabon, le Plan national de développement (PND)* et la stratégie régionale de la Banque mondiale. Cet engagement très sélectif cible quatre secteurs.

Un système de prestation de services publics solide

Le Gabon a accompli des progrès considérables en matière de transformation numérique et de connectivité haut débit. Pour améliorer la fourniture de services, la Banque mondiale appuiera la numérisation de services publics essentiels à travers le projet Gabon digital. L'objectif est d'améliorer la fourniture et l'accès à certains services publics numérisés et de renforcer l'environnement propice à l'adoption de la technologie numérique.

Des services sociaux plus accessibles

Des investissements supplémentaires sont engagés pour renforcer l'accès à l'électricité, à l'eau et l'assainissement dans les quartiers mal desservis et pour étendre la protection sociale aux plus vulnérables. Il s'agit aussi de mettre en œuvre des systèmes de filets sociaux ciblés et bien conçus afin de réduire le chômage et d'accroître la productivité du travail.

Des infrastructures urbaines plus résilientes

Avec un taux d'urbanisation parmi les plus élevés d'Afrique, le Gabon doit promouvoir un développement urbain intégré. Cela implique une meilleure planification urbaine, des routes et des transports locaux améliorés ainsi qu'un accès élargi à des infrastructures plus vertes et plus résilientes dans les quartiers mal desservis.

Des investissements privés accrus dans les secteurs non pétroliers

Pour diversifier l'économie et améliorer le climat d'investissement, la Banque mondiale, aux côtés d'IFC (Société financière internationale) et de Miga (Agence multilatérale de garantie des investissements), va promouvoir l'emploi bleu et vert dans des secteurs clés tels que la pêche, la foresterie et l'écotourisme. Cela implique notamment l'appui renouvelé au projet hydroélectrique de Kingulé Aval et la mise à niveau du réseau ferré Transgabonais.

* Le Plan national de développement (PND) reprend les grandes lignes des programmes précédents en y incluant de nouvelles variantes, notamment sur le plan infrastructurel, social et institutionnel.

CHINE-AFRIQUE : LES ÉCHANGES COMMERCIAUX ONT AUGMENTÉ DE 1,5 % EN 2023, À 282 MILLIARDS DE DOLLARS

Les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 7,5 % durant l'année écoulée comparativement à l'année précédente, alors que les importations chinoises en provenance du continent ont diminué de 6,7 %.

Les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique ont atteint 282,09 mds de dollars en 2023, un montant en hausse de 1,5 % par rapport à 2022, selon des données publiées par l'administration générale de la douane chinoise.

Les exportations de l'empire du Milieu vers les pays africains ont augmenté de 7,5 % durant l'année écoulée pour s'établir à 172,78 mds de dollars, alors que les importations chinoises en provenance du continent ont totalisé 109,31 mds de dollars, enregistrant ainsi une baisse de 6,7 % comparativement à 2022.

Ce recul de la valeur des importations découle essentiellement de la baisse des cours de plusieurs matières premières dont le géant asiatique est un grand consommateur.

Les exportations chinoises vers l'Afrique sont essentiellement composées de produits finis (textile, habillement, machines, électronique, etc.), tandis que les importations africaines vers l'empire du Milieu sont dominées par les matières premières comme le pétrole brut, le cuivre, le cobalt et le minerai de fer, d'où un excédent commercial chronique en faveur de la Chine.

Pour tenter de corriger ce déséquilibre commercial persistant, au cours des deux dernières années, Pékin a supprimé les droits de douane sur 98 % des produits importés de 21 pays africains, dont l'Éthiopie, la Guinée, le Mozambique, le Rwanda et le Togo.

Ce démantèlement tarifaire fait suite à l'annonce par le président chinois, Xi Jinping, lors de la 8^e Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac 8) tenue à Dakar en novembre 2021, de l'intention de Pékin d'augmenter ses importations de produits agricoles africains. Le dirigeant chinois avait alors indiqué que l'objectif était de porter le total des importations chinoises en provenance du continent africain à 100 mds de dollars par an à partir de 2022, puis à 300 mds de dollars par an à l'horizon 2035.

L'Afrique du Sud est le premier partenaire commercial de la Chine en Afrique, avec des échanges bilatéraux de 56,61 mds de dollars en 2023. Les autres partenaires commerciaux principaux de l'empire du Milieu sur le continent sont le Nigéria, l'Angola et la République démocratique du Congo.

Source : Agence Ecofin

ÉNERGIES

L'AFRIQUE SIGNE UN RECORD DE 3,74 GIGAWATTS DE NOUVELLES CAPACITÉS SOLAIRES INSTALLÉES EN 2023 (RAPPORT)

Alors que les réseaux électriques centraux restent peu fiables sur le continent, les entreprises se tournent de plus en plus vers le solaire *off grid* – hors réseau – pour satisfaire leurs besoins en énergie. Les installations destinées à des consommateurs commerciaux et industriels ont accaparé près des deux-tiers des nouvelles capacités ajoutées durant l'année écoulée.

Quelque 3,74 gigawatts (GW) de nouvelles capacités solaires ont été installés en Afrique durant l'année écoulée, un niveau jamais atteint auparavant en une année sur ce continent qui détient environ 60 % des ressources photovoltaïques mondiales, selon un rapport publié le 19 janvier par l'Association africaine de l'industrie solaire (AFSIA).

Intitulé «Annual Solar Outlook 2024 : a country-by-country review of the status of solar energy in Africa», le rapport précise que ces nouvelles capacités, qui représentent une croissance de 19 % par rapport à l'année 2022, portent le total des capacités solaires installées en Afrique à 16,3 GW.

Historiquement, le développement de l'énergie solaire en Afrique était porté par une poignée de pays



avant-gardistes tels que l'Afrique du Sud, le Maroc et l'Égypte. Mais de plus en plus de pays du continent adoptent cette énergie propre. Au total, 38 pays africains ont construit des installations solaires d'une capacité supérieure ou égale à 1 mégawatt (MW) l'an passé.

Sur ces 38 pays, 17 pays ont installé plus de 10 MW et un seul pays a installé plus de 100 MW. Les autres ont installé de nouvelles capacités allant de 1 à 10 MW. Le classement des pays africains en termes de capacités solaires installées en 2023 fait ressortir que l'Afrique du Sud tient le haut du pavé avec 2,96 GW, soit

79 % du total des capacités installées sur le continent durant l'année écoulée. Le pays le plus industrialisé du continent connaît une grave crise énergétique qui plombe sa croissance économique depuis plusieurs années et oblige de plus en plus les entreprises et les ménages à se tourner massivement vers l'énergie solaire hors réseau pour en finir avec les coupures répétées d'électricité. Il affichait des capacités solaires totales de 7,78 GW à la fin de l'année 2023, soit près de 47 % de l'ensemble des capacités installées sur le continent.

Les entreprises misent sur les solutions hors réseau

Avec de nouvelles capacités installées de 92,3 MW, le Burkina Faso occupe la deuxième position dans le classement, devant la Mauritanie (84 MW), le Kenya (69,5 MW), la République centrafricaine (40 MW), la Côte d'Ivoire (38,1 MW) et l'Égypte (37,5 MW).

Le rapport souligne par ailleurs que la majeure partie des nouvelles capacités ajoutées en Afrique en 2023 provient des installations destinées à des consommateurs commerciaux et industriels. Ce type d'installations accapare 65 % du total des capacités supplémentaires installées l'an passé.

En l'absence de compagnies publiques d'électricité solides et de réseaux fiables, les entreprises ont finalement trouvé une alternative viable dans le solaire hors réseau et les solutions de stockage de cette énergie, dans un contexte de baisse des prix des équipements nécessaires.

Les installations solaires à grande échelle soutenues par les gouvernements ont représenté 32,4 % du total des nouvelles capacités installées contre 2,4 % pour les systèmes solaires domestiques et 0,2 % pour les mini-réseaux.

L'Association africaine de l'industrie solaire rappelle par ailleurs que l'Afrique fait figure de petit poucet en matière de développement de l'énergie solaire à l'échelle mondiale. Le continent a installé un peu plus de 1 % des nouvelles capacités mondiales en 2023 et accueille moins de 1 % de la capacité solaire totale à l'échelle planétaire (1497 GW).

À l'échelle mondiale, les nouvelles capacités solaires installées durant l'année écoulée ont atteint un record historique de 350 GW, enregistrant ainsi une hausse de 46 % par rapport à l'année précédente.

Source : Agence Ecofin

PROGRAMME LEADERS AFRICA DE LA FONDATION OBAMA FORMATION ET RÉSEAU DE LEADERSHIP POUR LES JEUNES AFRICAINS



La fondation Obama, dans sa quête de stimulation du changement positif en Afrique, ouvre les inscriptions pour son programme : *Leaders Africa 2024-2025*. Cette initiative vise à former et à coacher une nouvelle génération de leaders africains compétents dans les secteurs public, privé et de la société civile. Le programme est destiné aux jeunes Africains leaders et offre une formation

pratique et du coaching dans les domaines du leadership et du changement social. Pour être éligibles, les candidats doivent être citoyens ou résidents permanents d'un pays ou territoire africain, résider sur le continent depuis au moins cinq ans, être âgés de 24 à 45 ans, justifier d'au moins trois ans d'expérience professionnelle pertinente et avoir une bonne maîtrise de l'anglais.

Leaders Africa est un programme de six mois, virtuel

et non résidentiel, débutant en septembre 2024. Il comprend entre 8 et 12 heures de programmation virtuelle mensuelle, des séances de coaching en leadership et des discussions de groupe communautaire.

Depuis son lancement en 2018, le programme vise à construire un réseau de leaders fondés sur des valeurs, capables de créer un changement positif et innovant dans leurs communautés et au-delà. L'objectif est de renforcer le leadership africain et de promouvoir un impact significatif à l'échelle locale et mondiale.

Les candidatures pour ce programme d'envergure sont ouvertes jusqu'au 9 février. C'est une opportunité unique pour les jeunes leaders africains de développer leurs compétences, de se connecter avec d'autres leaders à travers le continent et de contribuer activement au développement et à la transformation de l'Afrique.

LE FRANC CFA DEVIENT UNE DEVISE COURUE AU NIGÉRIA ET AU GHANA

Controversé chez lui, le Franc CFA séduit au Nigéria et au Ghana où sa convertibilité stable contraste avec l'effondrement du naira et du cedi. Pourtant, ces pays pèsent 60 % du PIB de la Cedeao. Son appréciation relative provoque inflation et fragilisation des revenus ruraux aux frontières. Les banques centrales se prononcent peu sur la question.



Le franc CFA, notamment celui utilisé en Afrique de l'Ouest, est actuellement l'une des devises les plus recherchées par les agents économiques présents au Ghana et au Nigéria. À l'aéroport d'Accra, la capitale ghanéenne, les voyageurs en provenance de Lomé ou d'Abidjan peuvent constater que le premier bureau de change accepte de convertir 1000 F CFA à un taux proche de celui du dollar américain.

Au Nigéria, la demande pour la monnaie de l'Uemoa est encore plus forte du fait de la faible disponibilité de liquidités en nairas et de la dépréciation de cette monnaie locale. Dans les bureaux de change de Lagos, 1000 F CFA peuvent rapporter jusqu'à 1875 nairas.

Cet intérêt marqué pour le franc CFA contraste avec la

perception d'une partie des populations des pays de la zone franc qui y voient un symbole de la domination économique française. Au Nigéria comme au Ghana, ce regain d'intérêt s'explique de la même façon : la facilité de conversion et la stabilité relative de la valeur du franc CFA.

Le paradoxe réside dans le fait que le Nigéria et le Ghana représentent un marché potentiel combiné de près de 250 millions d'habitants, soit environ 60 % de la population de la Cedeao. Selon le FMI, le PIB du Nigéria devrait reculer à 394 mds de dollars en 2024, loin des 477 mds de 2022. Néanmoins, même affaiblies, les économies nigériane et ghanéenne cumuleraient encore 61 % du PIB global de la Cedeao et de l'Uemoa.

L'importance prise par le franc CFA dans ces deux pays ne reflète donc pas un renversement des forces économiques régionales, mais la façon dont toutes ces économies ont été affectées par des facteurs exogènes. Si le cedi ghanéen vaut théoriquement plus que le franc CFA face au dollar, il a perdu comme le naira nigérien jusqu'à 90 % de sa valeur face au billet vert, tandis que la dépréciation du franc CFA est restée limitée à 19 %. Face à l'euro, la monnaie de la zone franc CFA est demeurée stable, alors que le cedi et le naira ont chuté de plus de 79 % en moyenne.

L'une des conséquences de cette appréciation relative du franc CFA est une distorsion des prix dans les villes frontalières des pays de l'Uemoa du fait du pouvoir d'achat plus important qu'il représente par rapport aux monnaies du Nigéria et du Ghana. Sur les produits transfrontaliers, les hausses de prix fragilisent des populations souvent rurales aux revenus limités et peu évolutifs. Pour l'heure, aucun document public ne laisse penser que les banques centrales des trois zones économiques coopèrent sur cette question.

ZLECAF

ÉLARGISSEMENT SIGNIFICATIF DE LA ZLECAF EN 2024 : 24 NOUVEAUX PAYS AFRICAINS REJOINDRONT L'INITIATIVE DE COMMERCE GUIDÉ



Extension de l'initiative de commerce guidé

En 2024, vingt-quatre nouveaux pays africains rejoindront l'initiative de commerce guidé, étendant ainsi la portée de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Cette initiative a été lancée en octobre 2022 et a déjà permis à sept pays (Ghana, Cameroun, Rwanda, Kenya, Maurice, Égypte, et Tanzanie) de commencer leurs échanges commerciaux avec des conditions préférentielles.

Produits échangés

Actuellement, 96 produits peuvent être échangés librement avec des préférences tarifaires. Ces produits incluent les produits pharmaceutiques, le caoutchouc, les pâtes alimentaires, le thé, le café, l'acier et le bois.

Utilisation du système de paiement et de règlement panafricain

L'initiative comprend l'utilisation du PAPSS (système de paiement et règlement panafricain), une infrastructure de marché financier permettant des paiements transfrontaliers instantanés en monnaies locales. Ce système est attendu pour permettre d'économiser plus de 5 mds de dollars en coûts de transactions de paiement chaque année.

Impact sur le commerce intra-africain

L'adhésion de 24 nouveaux pays à cette initiative représente une étape importante pour la Zlecaf. Elle devrait favoriser une augmentation du commerce intra-africain de 53 % et transformer le continent en un marché attractif de 1,3 md de consommateurs potentiels, selon les estimations du FMI.





INTERVIEW DE MONSIEUR XAVIER ROUZEAUD,
DIRECTEUR PAYS ET DIRECTEUR GÉNÉRAL TOTALENERGIES EXPLORATION & PRODUCTION
ET DE MONSIEUR JACQUES BIKORO, DIRECTEUR GÉNÉRAL TOTALENERGIES MARKETING

TOTALENERGIES GABON, UNE COMPAGNIE BIEN ANCRÉE

Par Anne-Marie Jobin

Xavier Rouzeaud



Xavier Rouzeaud est directeur général de TotalEnergies EP Gabon et directeur Pays TotalEnergies au Gabon depuis septembre 2023. Français, âgé de 46 ans, il est marié et père de deux enfants de 14 et 18 ans.

Après une classe préparatoire, il intègre l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace (Supaéro) où il obtient un diplôme d'ingénieur généraliste doublé d'un master of science de l'université de Cranfield. Il choisit

ensuite de suivre un deuxième cycle de spécialisation à l'Institut Français du Pétrole. Il complète enfin son cursus par l'obtention d'un MBA avec l'Imperial College de Londres.

Il rejoint la branche Exploration & Production de TotalEnergies dès 2001 et occupe de nombreux postes dans des filiales de la Compagnie : Congo, Russie, Libye, Angola, Nigéria. Ces différentes affectations lui ont permis d'acquérir une forte expérience opérationnelle, de management d'équipes et de projets, notamment sur le continent africain auquel il est particulièrement attaché.

Après plusieurs années à l'étranger, il rejoint le siège de la société en 2018 et occupe le poste de directeur adjoint Forage pour l'ensemble de la Compagnie. Il participe également à des projets transverses de transformation de TotalEnergies : simplification, définition de la stratégie multi-énergies et réorganisation associée à sa mise en œuvre.

Plus récemment, Xavier Rouzeaud a pu illustrer le développement de l'activité électricité chez TotalEnergies en occupant le poste de directeur de la production d'électricité en Europe.

Homme de passions et de convictions, c'est avec fierté et honneur qu'il s'est vu confier TotalEnergies EP Gabon, filiale historique de la Compagnie.

Jacques Bikoro



Jacques Bikoro Bi Nguéma est directeur général de TotalEnergies Marketing Gabon depuis août 2023. Gabonais et âgé de 46 ans, il est marié et père de trois enfants.

Après un master en mathématiques et informatique appliquées à la gestion des entreprises (Miage) et un master en architecture des systèmes d'information à l'université Paul Sabatier de Toulouse en France, il

a rejoint en 2003 la branche Exploration & Production de TotalEnergies à Port-Gentil au Gabon.

Il occupe ensuite différentes fonctions au centre scientifique et technique de TotalEnergies à Pau (France) sur des postes à composantes techniques de simulation réservoir et évaluation de réserves d'hydrocarbures, de transformation des systèmes d'information et de management d'équipes. En 2017, il rejoint la holding parisienne de TotalEnergies en tant qu'auditeur corporate, ce qui lui permet ainsi d'étendre son champ de compétences au-delà de sa branche d'origine en assistant plusieurs filiales toutes branches confondues de la compagnie TotalEnergies à travers le monde : Grande-Bretagne, Allemagne, Portugal, Grèce, RDC, Égypte, Ouganda, Congo-Brazzaville, Tanzanie, Guinée Conakry, USA, Jamaïque.

En 2020, il intègre la branche Marketing & Services pour occuper le poste d'adjoint au directeur opérationnel de la zone géographique Afrique centrale et de l'Est (10 pays et 12 filiales).

Prendre la direction générale de TotalEnergies Marketing Gabon est vécu comme un honneur particulier et un réel privilège pour cet enfant du pays.

TotalEnergies est à l'origine de la grande aventure pétrolière du Gabon. En 1928, les premières reconnaissances géologiques sur le terrain se heurtent à l'absence de cartographie précise du sol et du sous-sol du pays. On ne dispose à l'époque que de cartes de la côte et de l'estuaire du Gabon, de quelques relevés de l'Ogooué et de vagues croquis d'itinéraires. Plus de quinze années seront nécessaires pour réaliser la double carte topographique et géologique du Gabon, instrument précieux paru en 1946. C'est ainsi que les pionniers des entités qui forment aujourd'hui la filiale Exploration & Production de TotalEnergies ont débuté l'épopée qui a conduit la Compagnie à découvrir 80 % des réserves du pays. La RSE n'existait pas à la fin des années 50, lors du lancement de l'exploitation des premiers gisements, mais déjà, TotalEnergies, à travers son ancêtre, la Société des pétroles d'Afrique équatoriale, s'impliquait dans la formation, la construction de quelque 800 logements mis en location-vente et celle d'une école et d'un dispensaire à Port-Gentil. En 1997, la production pétrolière du pays atteint un record d'environ 135 millions de barils qui place le Gabon au 3^e rang des pays producteurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne après le Nigéria et l'Angola. À partir de 1999, la production commence à décliner pour atteindre désormais environ 82 millions de barils par an. Qu'en est-il aujourd'hui pour TotalEnergies et quel rôle la Compagnie continue-t-elle à jouer au Gabon ?

À ce jour, bien que le pétrole représente encore 50 % de son PIB, le Gabon tend à diversifier son économie et TotalEnergies, partenaire depuis tant d'années, travaille à élargir ses activités tout en optimisant son portefeuille pétrolier. L'entreprise s'implique également dans de nombreux autres domaines et à grande échelle : l'éducation, la santé, la culture, la préservation de la biodiversité et de la forêt, etc. Curieux de connaître leur vision de l'entreprise et de ses actions, nous avons rencontré Xavier Rouzeaud, directeur de la filiale Exploration & Production et Directeur Pays depuis septembre 2023, et Jacques Bikoro, directeur de la filiale Marketing & Services depuis août 2023. Nous les remercions tous les deux de s'être prêtés à l'exercice des questions-réponses.

EE Messieurs, vous occupez les postes de direction des deux entités de TotalEnergies au Gabon. Comment se porte la Compagnie au Gabon en ce début d'année 2024 ?

Xavier Rouzeaud – Tout d'abord, je tiens à vous remercier pour votre invitation à cette interview dans le journal *Les Échos de l'Éco*, et de me donner l'opportunité de m'exprimer sur les enjeux de TotalEnergies au Gabon. L'année 2024 est une année très particulière pour notre compagnie, car elle célébrera au niveau mondial son 100^e anniversaire. Nos origines remontent à 1924, année où la Compagnie française des pétroles a démarré ses premières activités au Moyen-Orient. Quant à la présence de TotalEnergies au Gabon, elle remonte à plus de 90 ans ! C'est dire à quel point les destins du pays et de notre compagnie sont liés, car depuis toutes ces années, TotalEnergies est restée engagée auprès du Gabon et des Gabonais, dans les sujets économiques, sociaux et environnementaux. TotalEnergies au Gabon, c'est encore aujourd'hui près de 400 employés à travers ses deux entités, TotalEnergies Exploration Production Gabon et TotalEnergies Marketing Gabon, mais aussi plusieurs centaines d'emplois indirects associés.

Pour répondre plus précisément à votre question, TotalEnergies au Gabon se porte très bien en ce début d'année. Côté Exploration & Production, nous avons réussi à stabiliser notre production à 20000 barils par jour grâce à des investissements importants initiés en 2023 qui commencent à porter leurs fruits. Ceci a été possible après la renégociation et l'extension de nos contrats pétroliers et la rationalisation de notre portefeuille. En entreprise responsable, nous continuons à œuvrer chaque jour au maintien des plus hauts standards HSE afin de garantir la sécurité de nos équipes, valeur fondamentale de notre culture d'entreprise, et l'intégrité de nos installations. Nous progressons également dans la réduction drastique de notre empreinte carbone avec de nouveaux projets, en ligne avec les objectifs « net zéro » de notre compagnie. Enfin, nous poursuivons notre engagement citoyen auprès de la République gabonaise à travers plusieurs projets sociétaux significatifs. 2024 est aussi une année importante pour notre partenaire, la Compagnie des Bois du Gabon, dans la construction de notre stratégie pilote et volontariste de crédits carbone, fondée sur la préservation et l'accroissement du potentiel forestier.

Jacques Bikoro – Merci également pour cette opportunité qui m'est donnée. C'est en 1969, il y a 54 ans, que les activités Marketing & Services ont démarré au Gabon pour TotalEnergies. En 2023, nous restons le leader de la distribution de carburants et lubrifiants, un secteur de plus en plus compétitif dans lequel nous avons su défendre nos parts de marché tout en nous affirmant comme LE référent en matière de qualité de produits et services, et de sécurité de nos opérations. Avec ses 45 stations-service, TotalEnergies Marketing est le distributeur le plus présent dans nos provinces. Tout ceci dans l'intérêt des Gabonais et des Gabonaises, pour faire de l'énergie une ressource à la fois disponible et abordable.

EE Votre président inscrit avec force dans la feuille de route de TotalEnergies le message suivant : « L'urgence consiste à construire le système énergétique de demain tout en continuant à fournir l'énergie dont le monde a besoin aujourd'hui ». Comment abordez-vous concrètement la question de la transition énergétique ?

XR – Face au défi climatique, nous avons été précurseurs sur la question de la transition énergétique qui est intégrée à notre stratégie depuis de nombreuses années.

Notre approche constitue d'ailleurs un élément différenciant par rapport aux autres pétroliers dont je suis particulièrement fier.

La transition énergétique est un sujet complexe, lié à la question de l'accès à l'énergie qui est essentielle aujourd'hui comme pour les générations futures et représente un enjeu mondial pour les populations, les industries et le développement économique.

La transition énergétique, qui est le chemin vers la décarbonation de nos industries et de nos modes de vie, vise à réduire significativement l'utilisation des énergies fossiles en faveur de l'électricité bas carbone. Cela ne peut pas se faire en un claquement de doigts et passe forcément par une phase transitoire. Elle est aussi intimement liée à la demande exprimée par les consommateurs qui ne peuvent pas du jour au lendemain ne plus faire appel aux

énergies fossiles, à commencer par le gaz et les carburants issus du pétrole. Cela étant posé, la Compagnie a depuis plusieurs années rééquilibré sa production globale en favorisant le gaz par rapport au pétrole. Le gaz naturel est un élément clé de cette transition, qui peut se substituer au charbon ou au fuel dans la génération électrique par exemple, en étant deux fois moins émetteur. Il s'agit bien d'une énergie de transition, car, de façon très concrète et chiffrée, TotalEnergies vise le « net zéro » carbone à l'horizon 2050. Cela représente une transformation significative de notre activité puisque notre objectif est de devenir dès 2030, c'est-à-dire demain, l'un des cinq leaders mondiaux de production électrique d'origine renouvelable avec une production de 120 TWh. Nos investissements dans les énergies renouvelables sont aujourd'hui d'environ 4 à 5 m^{ds} d'euros par an et représentent près du tiers du total de nos investissements. Il y a quelques années, nous avons également acquis la société SAFT, leader mondial dans la fabrication de batteries, de façon à être présents sur l'ensemble de la chaîne de l'électricité. En Europe, nous sommes également très engagés dans l'accélération de la mobilité électrique.

Pour encore fixer les idées de façon concrète, nous pensons qu'à l'horizon 2050, la part du pétrole et du gaz dans notre



Nos investissements dans les énergies renouvelables sont aujourd'hui d'environ 4 à 5 m^{ds} d'euros.



portefeuille ne sera plus que de 25 %, les 75 % restants correspondront essentiellement à de la génération électrique décarbonée. Cela implique une transformation profonde de nos activités, non seulement en termes de technologies, mais aussi en termes de métiers nouveaux. Nous recrutons de plus en plus dans les métiers du solaire, de l'hydroélectricité, de l'hydrogène, de la mobilité électrique, mais aussi dans le secteur forestier, pour développer des puits de carbone naturels, comme je l'ai évoqué.

Vous allez me demander pourquoi encore 25 % de pétrole et gaz en 2050 ? Parce que le monde en consommera encore, tout simplement. Chaque pays évolue différemment, à son rythme, au gré des politiques nationales et des évolutions réglementaires. Notre métier est de répondre à la demande des consommateurs et de nos clients, quels qu'ils soient, en leur fournissant l'énergie dont ils ont besoin.

Plus près de nous, cette stratégie multi-énergies et durable de TotalEnergies s'importe aussi au Gabon, à travers sa participation à hauteur de 49 % dans la Compagnie des Bois du Gabon qui détient les plus hauts standards et certifications en matière de foresterie durable; et également avec la volonté de se diversifier vers de nouvelles énergies grâce à la recherche d'opportunités dans l'électricité et les énergies renouvelables, solaires ou encore hydrauliques. Le potentiel hydroélectrique du Gabon est très important et j'espère que nous parviendrons à nous développer dans ce secteur.

JB – En 2023 TotalEnergies Marketing Gabon a poursuivi son programme de solarisation de ses stations-service. C'est une démonstration de la capacité de notre compagnie à être un champion des énergies renouvelables. Sur des thématiques plus larges, nos offres de services se sont aussi diversifiées vers l'hybridation de sites pour les industriels avec un mix d'énergie solaire. Nous parlons ici de capacités beaucoup plus importantes que la puissance disponible par exemple via la solarisation d'une station. Cette offre permet donc aux industriels d'améliorer leur bilan carbone.

EE Que représente l'exploitation du gaz pour TotalEnergies Gabon, tant au niveau de sa capture que de sa distribution, en termes de coûts, de formation, d'employabilité, etc. ? Quels sont les investissements nécessaires à cette première phase de mutation ?

XR – Notre production de gaz au Gabon n'est pas vraiment significative, car nos



actifs sont essentiellement des actifs pétroliers. Le seul gaz produit correspond au gaz associé à la production de pétrole. Nous avons lancé un grand nombre de projets technologiques visant à éliminer la quasi-totalité du gaz torché d'ici 2030. Ces investissements représentent près de 60 millions d'euros dans les 5 années à venir. Une partie du gaz continuera à soutenir la production de pétrole, une autre partie continuera à être utilisée pour notre propre génération électrique et la majorité sera exportée à terre pour être valorisée.

JB – 15000 tonnes de gaz butane en 2023 ont été distribuées par TotalEnergies Marketing Gabon. Cela représente la consommation annuelle de près de 700000 foyers gabonais. Nous avons pour ambition de poursuivre notre croissance sur ce segment et cela passe par l'injection de plus de 10000 bouteilles supplémentaires sur le marché pour encore mieux répondre à la demande croissante.

EE La COP28 s'est achevée en décembre 2023. Quel est votre ressenti à l'issue de cette dernière édition ? Les décisions prises influentes sur les stratégies mises en place au sein de votre société ?

XR – Je ne parlerais pas de ressenti, car chaque COP est un rendez-vous essentiel et important pour notre avenir à tous comme pour celui des générations futures. Il est souvent facile de critiquer les COP en expliquant qu'elles ne sont jamais assez ambitieuses, mais elles restent essentielles. La COP28, qui a abouti à un accord quant à la sortie progressive des énergies fossiles, confirme que la transition énergétique que nous évoquions est bien ancrée et prise en compte par l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie.

Pour notre compagnie, elle a aussi été l'occasion, à travers notre PDG, d'embarquer ou du moins d'initier une dynamique auprès de nos pairs et sociétés nationales partenaires dans les objectifs de décarbonation de nos activités. C'est une première qui, je crois, sera largement suivie et apportera des réponses concrètes aux défis climatiques et environnementaux de la profession.

EE Depuis les années 80, votre compagnie s'évertue à lutter contre la désertification et la déforestation par des initiatives sociétales et environnementales. En parallèle, vous travaillez sur des agrocarburants à base d'huile de palme. Le Gabon est-il concerné par ces exploitations et ces recherches ?

XR – Avant de laisser répondre Jacques sur les biocarburants, je tiens à mettre en avant notre partenariat au Gabon avec l'une des plus importantes sociétés forestières du pays, la Compagnie des Bois du Gabon (CBG). Nous avons acquis 49 % de la CBG en juin 2022 dans le cadre de notre stratégie de développement de puits de carbone naturels. La CBG, qui est un exemple en matière d'exploitation forestière, s'est vu attribuer les certificats internationaux les plus sélectifs et méritants de la profession. Son activité n'est pas seulement clé en termes d'impacts économiques, mais aussi environnementaux et sociétaux. C'est aussi pour moi en tant que Directeur Pays au Gabon, mais aussi per-

“ TotalEnergies choisit d'aller vers de la production de biocarburants non concurrents de chaînes alimentaires.

“ Je souhaite placer TotalEnergies Marketing Gabon comme le partenaire multi-énergies privilégié des sociétés gabonaises engagées dans la transition énergétique.

JB – La réponse est oui ! Il est nécessaire d'apporter une correction : au Gabon ce ne sont pas 3, mais 29 de nos stations TotalEnergies qui sont solarisées à ce jour, y compris à l'intérieur du pays. Un critère technique et déterminant pour solariser les stations existantes réside en la capacité de la structure du bâtiment à supporter la charge des panneaux solaires. Ces derniers sont en effet installés sur la toiture de la boutique ou de la canopée, au-dessus de la piste. C'est un programme que nous avons débuté en 2021 avec un gros contingent déployé en 2022 et qui se poursuivra, car il fait désormais partie du design de départ pour nos stations-service.

EE TotalEnergies se pose en leader sur l'ensemble du territoire grâce à un réseau de plus d'une quarantaine de stations-service. Vous êtes leader au Gabon, mais pas seul. Pensez-vous que le marché se prête à l'ouverture de stations supplémentaires ?

JB – Nous sommes fiers de notre position de leader, statut que nous devons à nos clients. C'est avant tout une reconnaissance de la qualité de nos produits et services. Comme j'aime le répéter à mes équipes, chez TotalEnergies Marketing Gabon, c'est « bien plus que de l'énergie ». Notre objectif sera toujours de répondre aux besoins du mieux possible. Aujourd'hui, le marché est en croissance au Gabon et le schéma urbain évolue. Ceci confirme donc que le contexte est favorable à l'ouverture de stations supplémentaires et positionnées judicieusement pour répondre à la demande des consommateurs.

EE Quels sont les fondamentaux sur lesquels vous appuyez pour assurer une qualité de service au client ?

JB – J'aurais pu vous parler de nos référentiels techniques de sécurité et de qualité qui sont reconnus comme une référence dans la profession. Mais je préfère vous dire une chose : c'est que notre ambition se décline sur 4 axes

sonnellement, une grande fierté de pouvoir être associé à la CBG. Nos objectifs communs sont la préservation et l'accroissement du potentiel forestier du Gabon à travers une exploitation responsable et durable telle que la CBG la pratique depuis de très nombreuses années déjà.

JB – Pour dresser le décor, il faut savoir que l'agriculture représente environ 23 % du PIB de l'Afrique subsaharienne et emploie plus de 60 % de sa population adulte. 60 % des terres arables du monde se trouvent en Afrique de même que 60 % des terres arables ne sont pas cultivées dans le monde. Les biocarburants sont en effet un réel levier pour la réduction de l'intensité carbone. Toutefois, des biocarburants, quand ils sont en concurrence avec la chaîne de production alimentaire, deviennent un sujet très sensible. TotalEnergies choisit d'aller vers de la production de biocarburants non concurrents de chaînes alimentaires, ceux qu'on appelle de seconde génération, c'est-à-dire produits à partir de déchets agricoles et déchets de bois.

Les études ont été faites et le Gabon présente un potentiel en la matière. Néanmoins, l'un des obstacles principaux à la production de biocarburants de 2^e génération est qu'une partie des résidus peut déjà être utilisée comme biomasse, ensuite que le processus de collecte est généralement entravé par un manque d'accès aux exploitations agricoles et bois qui sont isolées des zones urbaines.

EE Dans un souci écologique, TotalEnergies s'est engagé à équiper en panneaux photovoltaïques 5000 de ses stations à travers le monde. Au Gabon, nous en trouvons 3 : à Bifoun, à l'aéroport Léon Mba et à la station Brottier située à Avorbam. Commentez-vous continuer à équiper les autres stations ? Quels sont les critères qui présideront à votre choix ?

fondamentaux pour apporter une énergie propre, abordable et sûre, nécessaire à l'essor des Gabonais. Nos clients sont au centre de cette ambition et ils ont besoin d'être servis de plus d'énergie et de la meilleure énergie. Pour relever ce défi, il faut pouvoir s'appuyer sur des femmes et des hommes engagés et passionnés.

C'est pour cela que la dimension humaine est également importante en termes de compétences et de bien-être au travail pour nos équipes. Nous nous efforçons d'être un employeur modèle qui se transforme, avec son personnel, pour ensemble nous épanouir. C'est parce que nous nous épanouissons que nous sommes aptes à donner le meilleur de nous-mêmes pour nos clients.

EE **Concernant vos relations au Gabon, quels sont les points majeurs déterminant vos stratégies marketing et distribution? Quelles sont vos perspectives à court, moyen et long terme?**

JB - Le marché gabonais de la distribution de produits pétroliers est un marché en croissance. Ce marché devrait continuer à croître, tiré par les ambitions et le développement économique du pays : pour se développer, il faut de l'énergie. TotalEnergies Marketing Gabon vise à garder sa position de leader en distribution de produits pétroliers au Gabon. Pour cela, nous allons renforcer notre partenariat avec les sociétés en leur offrant de nouveaux services, leur proposer une large gamme de produits de spécialités, mais également en poursuivant le développement de notre réseau de stations-service sur le territoire gabonais.

Nous sommes sur un marché qui n'est jamais figé et qui évolue en fonction de son environnement. Notre filière s'adapte donc en diversifiant et en enrichissant ses offres de produits et services, que vous soyez à Libreville ou dans une autre région du pays.

Cela nous oblige aussi à réinventer le monde bas carbone de demain. Je souhaite placer TotalEnergies Marketing Gabon comme le partenaire multi-énergies privilégié des sociétés gabonaises engagées dans la transition énergétique. Plus d'énergies, moins d'émissions : tel est notre défi.

Les valeurs de la compagnie sont : sécurité, respect de l'autre, esprit pionnier, force de la solidarité et goût de la performance. Nous sommes sur un marché où nos concurrents sont très compétitifs. Nos produits et services nous distinguent de nos concurrents, car ils apportent bien plus que de l'énergie. Par exemple notre carburant qui

est 100 % Excellium, donc déjà additivé : plus performant, plus économique et aussi moins polluant.

Sur le plan sociétal, nous plaçons le développement durable au cœur de notre stratégie et de nos projets pour contribuer au bien-être des populations. Nos stations ont vocation à être de véritables lieux de vie : vous aurez dans les très prochains mois l'occasion d'y découvrir de nouveaux services pour le bien-être de nos clients et qui vont vous surprendre. Ne ratez pas ça!

EE **Vous distribuez vos produits, essence, gasoil, kérosène, lubrifiants, bouteilles de gaz, aux professionnels et aux privés. Quelle est, en pourcentage, la répartition de votre chiffre d'affaires entre ces deux secteurs?**

JB - La distribution sur le réseau de stations-service représente 30 % du chiffre d'affaires contre 70 % vers les clients professionnels.

EE **Quels sont les moyens et les méthodes mis en place pour séduire une nouvelle clientèle?**

JB - Les habitudes de consommation évoluent, les stations-service également. TotalEnergies Marketing Gabon accompagne ces changements en élargissant son offre de services. La restauration et l'entretien automobile sont devenus partie intégrante de notre offre, au même titre que le carburant.

Cette volonté de diversifier nos services émane d'une décision stratégique de transformer durablement notre réseau de stations-service en un véritable espace de vie, comme nous l'avons évoqué plus tôt.

Nous avons pour cela mis en place des offres de produits et services soigneusement étudiées qui répondent aux besoins les plus immédiats des automobilistes et des riverains. Ainsi, de nombreuses stations-service proposent en plus du carburant des offres de restauration rapide ou locale. Nous avons ouvert il y a quelques semaines un point restauration avec notre partenaire local de l'enseigne «La Braise» à la station Awendje.

Nous avons également souhaité faire connaître les produits de nos régions et avons mis en place des têtes de gondole proposant les produits locaux «Made in Gabon» dans nos boutiques, afin de promouvoir la richesse de notre terroir gabonais.

Dans nos stations-service, il y a un nouveau service appelé «Le guichet unique» qui regroupe en un seul lieu plusieurs services digitaux qui permettent par exemple au client de faire sa recharge téléphonique, de prendre son abonnement canal, de

recharger son compteur électrique, de transférer de l'argent, etc.

Nous sommes très attentifs et à l'écoute des besoins de nos clients, et réactifs. Il y a quelques mois, nous avons commandé de l'AdBlue, un fluide qui s'ajoute au carburant gasoil en réponse à l'évolution des normes anti-pollution afin de réduire les émissions des véhicules Diesel équipés de pot catalytique. C'est un marché de niche, mais nous nous devons de satisfaire le besoin de nos clients par cette démarche qui réaffirme notre fiabilité et notre professionnalisme.

Nous anticipons également la demande de nos clients en leur proposant des produits innovants tels que l'huile moteur Rubia Works 4000 qui rallonge les intervalles de vidange des véhicules poids lourds et engins industriels.

EE **Dans une question précédente, nous évoquions votre volonté d'installer des panneaux photovoltaïques pour équiper vos stations. Ces panneaux sont-ils fabriqués par TotalEnergies?**

JB - La solarisation des stations-service est une initiative qui a été lancée par TotalEnergies pour toutes ses stations dans le monde, notamment en Afrique et au Gabon. Les panneaux photovoltaïques utilisés ne sont pas fabriqués par TotalEnergies, mais ont été approvisionnés consécutivement à des appels d'offres auprès de fournisseurs divers dans le monde. Il faut savoir que la Chine est très compétitive dans la fabrication de cellules photovoltaïques.

EE **Vos actions au Gabon en termes de RSE sont considérables et touchent de nombreux domaines. Vous restez très discrets à cet égard. Vos engagements sont pourtant multiples et louables. Pouvez-vous en développer les axes et réalisations? Santé, droits humains, enjeux environnementaux, formation, création de valeur d'ancrage, culture, etc. ?**

XR - Vous avez tout à fait raison, nous sommes trop discrets ou plutôt nous ne communiquons pas suffisamment sur nos engagements et projets RSE qui sont très nombreux dans le pays, en partenariat avec la République gabonaise, et ce depuis de nombreuses années. Nos engagements s'articulent autour de 4 axes définis à l'échelle de toute la compagnie TotalEnergies :

i) le climat et l'énergie durable, pour contribuer à la lutte contre le changement climatique et répondre aux besoins des populations; ii) le bien-être des personnes, en étant une référence en tant



Le Gabon n'est pas seulement partenaire historique de référence, mais aussi actionnaire à hauteur de 25 %.

qu'employeur et opérateur responsable. TotalEnergies veille au respect des droits humains ainsi qu'à la sécurité et la santé des personnes; iii) prendre soin de l'environnement en assurant la maîtrise des impacts environnementaux de l'ensemble de nos opérations selon la logique d'action éviter-réduire-compenser et en contribuant à la préservation de l'environnement, de la biodiversité et de la ressource en eau douce. La Compagnie promeut à cette fin l'économie circulaire; iv) la création de valeur partagée, pour générer une prospérité partagée sur les territoires. TotalEnergies veut être créateur et porteur de changements positifs pour les communautés dans ses territoires d'ancrage.

Au Gabon, ces 4 axes stratégiques sont déclinés dans le cadre de près d'une vingtaine de projets. Cela passe par exemple à Port-Gentil par la réfection de routes, l'éclairage urbain solaire avec la pose de 1500 lampadaires cette année, la construction du centre d'imagerie médicale de l'hôpital de Ntchengué et son équipement avec un scanner, la réhabilitation des dispensaires de la ville, le lancement d'une école pour enfants déficients auditifs, la rénovation de nombreux sanitaires et plateaux sportifs dans les établissements scolaires, etc., ou encore le projet de la maison de l'artisanat de Ntoun, pour promouvoir l'activité des femmes artisanes et un centre de pêche à Lambaréné, pour ne citer que ceux-là.

Chaque année, nous définissons avec notre ministre de tutelle, le ministre du Pétrole, les projets liés aux infrastructures, à l'éducation ou à la santé qui s'inscrivent dans la RSE de la société TotalEnergies EP Gabon dont, je le rappelle, le Gabon n'est pas seulement partenaire historique de référence, mais aussi actionnaire à hauteur de 25%. On peut effectivement dire qu'à plusieurs titres, TotalEnergies est une entreprise citoyenne au Gabon qui continuera d'investir dans des projets communautaires à fort impact pour les populations. Nos actions sociales, sociétales et environnementales s'intègrent dans la volonté d'être une entreprise durable ayant de solides valeurs en matière d'éthique et d'intégrité.

Pour conclure, je dirai que TotalEnergies est l'opérateur multi-énergies d'excellence, le partenaire de référence au Gabon, reconnu pour ses résultats et son engagement durable et responsable.

JB - Il existe un proverbe qui dit : «Que le sage ne se vante pas de sa sagesse, que le fort ne se vante pas de sa force». Peut-être considérons-nous nos actions RSE comme faisant partie de notre mission et notre caractère d'entreprise. Mais il est vrai qu'il est important d'en parler et de communiquer sur le sujet. Nous pouvons encore citer différents axes.

Dans nos activités le risque routier est l'un de nos risques principaux. C'est en ce sens que nous nous lançons régulièrement dans des actions de sensibilisation sur la sécurité routière. En 2023, nous avons distribué gratuitement 144 casques moto homologués dans le cadre de cette sensibilisation et de l'opération «1 casque 1 vie».

La création de valeur pour la jeunesse gabonaise est également un sujet qui nous tient à cœur. Nous avons mis en place depuis plusieurs années le programme «Jeune gérant» qui permet aux meilleurs pompiers et vendeurs des stations-service TotalEnergies de participer à une formation et un accompagnement personnalisé. Cet accompagnement leur permettra de créer leur propre société et de signer un contrat de partenariat «jeune gérant de station-service» avec TotalEnergies! Je souhaite encore rehausser les ambitions de ce programme en offrant l'opportunité aux jeunes diplômés gabonais d'y participer afin de leur permettre de devenir chefs d'entreprise et de représenter la marque TotalEnergies.

Enfin, vous avez certainement aussi entendu parler du programme «Le startupper» qui est un concours visant à soutenir les jeunes entrepreneurs et entrepreneuses gabonaises âgées de 18 à 35 ans. En 2022, pour concourir, les projets des jeunes devaient porter sur le développement durable. Pour 2024, nous communiquerons prochainement les thèmes de projet sur lesquels les candidats devront s'affronter pour le challenge «Startupper 2024», challenge dont les trois heureux gagnants bénéficieront d'une aide financière et d'un accompagnement personnalisé pour le développement de leur projet via un incubateur. Par la suite, ils disposeront d'une visibilité locale pour promouvoir leurs propres initiatives •

Encore une fois : TotalEnergies c'est bien plus que de l'énergie!

VOTRE SANTÉ EN UN CLIC...!

Créez votre espace dès à présent
sur : <https://portal.ascoma.com/signup>



OWENDO CONTAINER TERMINAL ET L'UNESCO OFFRENT AU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE DES MINILABORATOIRES SCIENTIFIQUES POUR 16 000 ÉLÈVES DU GABON

L'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) et Owendo Container Terminal (OCT) ont signé mardi 16 janvier 2024 à Libreville un partenariat de mise à disposition de kits microscience, voire des minilaboratoires portables qui serviront à environ 16 000 élèves du Gabon.



M. Eric Voli Bi, représentant de l'Unesco et Laurent Goutard, DG OCT.

Les kits mis à la disposition du ministère de l'Éducation nationale serviront à l'expérimentation scientifique et au développement des compétences en sciences chez les élèves bénéficiaires. D'une valeur de 40 millions de F CFA, les kits assimilables à des laboratoires de poche concernent trois principaux secteurs scientifiques : la biologie (pour les cours de sciences et vie de la terre), l'électricité et la chimie.

Grâce à ces équipements, les élèves pourront faire des expériences comme dans un laboratoire classique. Les kits contiennent également les réactifs et tout le nécessaire pour réaliser une recherche scientifique ou des expériences comme dans un laboratoire normal.

« Ces kits permettront de susciter la curiosité et des vocations, de découvrir un monde nouveau... assurer l'égal accès à la connaissance scientifique dans tout le pays », a notamment déclaré le ministre de l'Éducation nationale, Camelia Ntoutoume Leclercq qui a supervisé personnellement la signature de l'accord entre l'Unesco et OCT.

« En tant que partenaire actif du développement économique du Gabon, OCT est honoré de collaborer avec l'Unesco sur cet important projet éducatif. Notre engagement reflète notre conviction que l'enseignement scienti-

fique est un pilier fondamental du progrès. Nous sommes fiers de contribuer à créer des conditions propices au développement de la jeunesse et de la science au Gabon », a déclaré Laurent Goutard, directeur général d'OCT.

« Nous sommes reconnaissants à l'OCT pour son engagement généreux et son soutien financier. Cette contribution permettra d'apporter des changements tangibles en comblant le déficit éducatif actuel dans les matières scientifiques. Ensemble, nous construisons un monde où la science et l'éducation jouent un rôle central dans la durabilité du pays », s'est pour sa part réjoui Eric Voli Bi, représentant de l'Unesco au Gabon.

Selon un communiqué commun (Unesco et OCT), avec seulement 13 % des candidats au baccalauréat de 2022 issus des filières scientifiques, parmi lesquels seuls 50 % ont réussi à obtenir leur diplôme pour poursuivre des études supérieures, le Gabon est confronté à une pénurie inquiétante de candidats et de diplômés en sciences. Cela est attribuable en partie à l'absence de matériels didactiques scientifiques, à la faible récurrence de formation pratique des enseignants, à l'insuffisance d'infrastructures adaptées dans les établissements, notamment des laboratoires et les kits microsciences nécessaires à l'expérimentation scientifique, entravant ainsi le développement des compétences en sciences chez les élèves.

OWENDO CONTAINER TERMINAL (OCT) INVESTIT

L'opérateur du terminal à conteneurs du port d'Owendo a récemment mis en service un « Empty Handler » Kalmar DCU80 de dernière génération, un élévateur capable d'empiler jusqu'à sept conteneurs vides de 20 ou 40 pieds



Le Kalmar DCU80 présente des caractéristiques technologiques avancées qui le distinguent des équipements précédents. En plus d'atteindre une hauteur de sept (7) conteneurs, permettant davantage de souplesse dans le stockage des conteneurs, sa capacité de levage étendue permet de manipuler les charges en toute sécurité.

Parmi les fonctionnalités innovantes de cet Empty Handler, une caméra de recul améliorant la visibilité arrière et un système d'extincteur automatique d'incendie témoignent du souci permanent d'OCT à améliorer sans cesse le niveau de sécurité de ses opérations. Enfin, un tout nouveau poste de conduite intègre les dernières innovations en termes d'ergonomie au profit du confort et de la santé de l'opérateur.

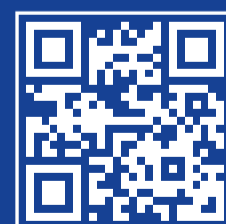
Afin de garantir au personnel concerné une appropriation optimale de l'engin, une formation a été organisée avec le fabricant auprès de 15 agents OCT, parmi lesquels des conducteurs, des mécaniciens et des électriciens. Les participants ont eu l'opportunité d'explorer les spécificités de cette nouvelle machine en détail afin d'en garantir un usage optimal et pérenne.

« L'acquisition du Kalmar DCU80 s'inscrit dans notre stratégie de modernisation en faveur de la sécurité et l'environnement pour servir notre ambition d'excellence opérationnelle. L'intégration des nouvelles technologies dans nos moyens d'exploitation permet de renforcer notre capacité à servir nos

clients avec efficacité et ce, en élevant nos standards de sécurité et santé au travail. Nous continuons à investir au Gabon pour rester à la pointe de l'industrie et répondre aux besoins croissants de l'économie gabonaise », a déclaré Laurent Goutard, directeur général de Owendo Container Terminal.



Version PDF
du journal téléchargeable



Scannez ce
pour accéder à
notre site web.



GABON : LE CTRI SE DOTE D'UN PLAN NATIONAL DE DÉVELOPPEMENT À PRÈS DE 4 600 MILLIARDS DE F CFA

Après le Plan d'accélération de la transformation (PAT), l'exécutif gabonais dévoile le Plan national de développement (PNDT). Ce programme triennal (2024-2026) pourrait coûter à terme près de 4600 milliards de F CFA pour les 293 projets identifiés pour sa mise en œuvre, des projets allant de la construction des ponts dans tout le Gabon à la réhabilitation de bâtiments administratifs.



Le Comité pour la transition et la restauration des institutions (CTRI) a dévoilé son programme de développement sur la période 2024-2026. Ce Plan national de développement (PNDT) reprend les grandes lignes des programmes précédents en y incluant de nouvelles variantes, notamment sur le plan infrastructurel, social et institutionnel.

tions de sécurité pour tous», le quatrième pilier qui entend renforcer la durabilité environnementale ainsi que la résilience aux changements climatiques, et le cinquième pilier axé sur la réforme des institutions, ce Plan national de développement apparaît comme un «référentiel de développement sur lequel sera basée la trajectoire que le pays compte emprunter pour les trois prochaines années».

Cinq piliers

Le nouveau plan s'articule en cinq piliers destinés à favoriser l'inclusion économique et sociale. Le premier pilier repose sur le développement des infrastructures stratégiques à travers l'adoption d'un programme de modernisation des routes nationales, l'intensification de la stratégie de diversification économique grâce au développement de l'industrie du bois, l'organisation de l'artisanat minier ainsi qu'une exploitation du fer de Baniaka et du gisement de Belinga. L'industrialisation de la filière thonnière constitue le 2^e pilier. Si l'on y ajoute le troisième pilier dont le principal objectif est de «favoriser l'accès universel à une éducation de qualité et inclusive dans des condi-

Près de 4 600 milliards de F CFA d'investissements attendus

Avec des besoins en financements globalement estimés à 4 536 m^{ds} de F CFA, soit une moyenne d'investissements d'un peu plus de 1500 m^{ds} de F CFA par an, dont 2045 m^{ds} sur fonds propres, 1276 m^{ds} en financements extérieurs et 1197 m^{ds} de F CFA de financements privés, ce PNDT (le T intégrant la Transition) devrait favoriser notamment la construction de ponts dans tout le Gabon, la modernisation des voiries urbaines, la construction d'un tramway et le développement d'une offre énergétique abondante, compétitive et durable.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE AU GABON LE DOCUMENT NORMATIF DANS LES MAINS DU PREMIER MINISTRE

Le Premier ministre de la Transition, Raymond Ndong Sima, a reçu ce jour des mains du ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Laurence Mengue Mezogho épouse Ndong, le rapport sur l'évaluation de l'état de préparation de l'intelligence artificielle.



Pour la circonstance, elle était accompagnée du représentant de l'Unesco, M. Eric Voli Bi.

Ce document important, qui constitue un des premiers outils vers la mise en place de la digitalisation de l'administration gabonaise, sera le socle de la stratégie nationale sur l'intelligence artificielle dans notre pays. En effet, le développement des technologies de l'intelligence artificielle est en train de bouleverser nos sociétés et va indubitablement façonner notre avenir. À l'instar des 192 pays membres de l'Organisation des Nations unies pour la science, la culture et l'éducation (Unesco), notre pays entend donc adopter la norme éthique de l'usage responsable de l'intelligence artificielle (IA).

Une vision qui cadre parfaitement avec les aspirations de l'Unesco pour la mise en place d'une stratégie inclusive de l'utilisation de l'intelligence artifi-

cielle au bénéfice de l'administration. Dans le contexte gabonais, l'intelligence artificielle permettra de garantir un meilleur accès à l'information et au savoir qu'il faudra encadrer afin d'en tirer tous les avantages qui peuvent en découler. «Un pays comme le nôtre a son intérêt absolu à piloter tous les apports et automatismes qui en résulteraient. Cela nous permettra d'aller plus vite et de rattraper un certain retard», a indiqué Raymond Ndong Sima.

Pour ce faire, le Gabon entend organiser dans les prochains mois un forum portant sur l'IA. L'objectif sera d'enrichir la réflexion globale sur l'intelligence artificielle en dressant l'inventaire complet de la situation et des perspectives, en tenant compte des défis, des opportunités et des enjeux propres au contexte. «C'est une technologie qui a plus de 60 ans, mais qui s'est beaucoup développée ces dernières années et présente, comme toute technologie, des avantages et des risques», a souligné le ministre de la Communication avant d'ajouter : «Il nous faut maintenant regarder de près quelle stratégie nous pouvons mettre en œuvre pour profiter des opportunités de l'intelligence artificielle. Les

gens pensent que l'IA viendra prendre la place de l'humain, mais non! Le problème ne réside pas dans la technologie, mais dans ses usages. Nous pouvons l'utiliser dans le renforcement des capacités au sein de l'administration».

La méthode d'évaluation de l'état de préparation est un instrument au niveau macro qui aidera le Gabon à savoir se situer sur l'échelle de préparation à une mise en œuvre éthique et responsable de l'IA dans l'intérêt de l'ensemble de ses citoyens, tout en leur indiquant les changements indispensables à apporter sur les plans institutionnels et réglementaires. Les résultats de la méthode d'évaluation de l'état de préparation aideront l'Unesco à adapter les mesures de renforcement des capacités aux besoins du Gabon.

Rappelons que l'intelligence artificielle est un ensemble de théories et de techniques visant à réaliser des machines capables de simuler l'intelligence humaine, c'est une révolution technologique pour faciliter la vie dans plusieurs domaines.

Source : www.gabonactu.com/intelligence-artificielle

MINES DE DEMAIN

L'AFRIQUE RENFORCERA SON EMPRISE SUR LE MARCHÉ DES MINÉRAUX CRITIQUES EN 2024

Pour parvenir à une transition juste pour l'Afrique et pour le monde entier, les pays du continent devraient tirer profit plus équitablement des retombées économiques associées à l'exploitation des ressources naturelles. Assurer une bonne gouvernance et une gestion macrobudgétaire saine des recettes tirées de ces ressources tout en se préparant à un avenir sobre en carbone : ces enjeux sont au cœur de la transition et doivent jouer un rôle central dans la transformation économique de l'Afrique.



Le continent est riche en terres rares, cobalt, graphite et autres minéraux critiques. Selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), le continent abrite 54% des réserves mondiales de platine, 78% de celles de diamants, 40% de celles de chrome et 28% de celles de manganèse. « Dix-neuf des 46 pays d'Afrique subsaharienne pos-

sèdent d'importantes réserves d'hydrocarbures, de pétrole, de gaz, de charbon ou de minéraux et 13 pays explorent actuellement de nouvelles réserves », relève le PNUD. Pourtant, la Banque mondiale estime que l'Afrique est le continent le plus pauvre du monde. L'Afrique a connu ces dernières années un engouement exceptionnel de différents pays dans le monde pour ces minéraux indispensables à

la transition énergétique et dont son sous-sol regorge. Cet intérêt a permis d'accélérer le développement de plusieurs projets dont certains entreront en production en 2024.

Mali : première mine de lithium du pays et d'Afrique de l'Ouest

À 150 km au sud de la capitale malienne, Bamako, l'Australien Leo Lithium est actif sur l'un des plus grands gisements de lithium en roche dure non exploités au monde. Il s'agit du projet Goulamina et de la première future mine d'Afrique de l'Ouest de lithium. Son entrée en production est prévue au premier semestre 2024 avec un potentiel annuel est de 500 000 tonnes de concentré de spodumène au cours de la phase 1, puis le double, soit 1 million de tonnes de concentré de spodumène, au cours de la phase 2.

La durée de vie de cette mine est estimée à 23 ans minimum et dispose d'un permis d'exploitation minière octroyé en 2019 pour une durée de 30 ans. Si Leo Lithium dirige les opérations sur le terrain, il faut souligner que c'est le Chinois Ganfeng

qui est le premier actionnaire de la société détenant la mine, avec 49,5% des parts, contre 40,5% pour Leo Lithium. Afin d'obtenir ses parts, Ganfeng a apporté le financement nécessaire pour construire la mine. Le gouvernement malien, quant à lui, se contente d'une participation gratuite de 10%.

La seconde mine de lithium au Mali est située à Bougouni. Elle est détenue initialement par le Britannique Kodal Minerals. Mais en 2023, ce dernier a signé un accord de contrepartie avec le groupe chinois Hainan Mining, filiale de Fosun International. Ce dernier, en échange d'une participation majoritaire de 51%, s'est engagé à investir 117,75 millions de dollars, dont 100 millions exclusivement dans la construction de la mine. Selon une estimation de 2020, Bougouni devrait livrer environ 2 millions de tonnes de concentré de lithium sur sa durée de vie.

Ghana : vers une usine de transformation locale du lithium d'Ewoyaa ?

Outre le Mali, le Ghana est l'autre futur producteur de lithium qui émerge en Afrique de l'Ouest. Grâce au projet Ewoyaa, le premier producteur africain d'or entend devenir un acteur non négligeable sur le marché des minéraux critiques. Pour y parvenir, le gouvernement a fait de la transformation locale du lithium d'Ewoyaa une priorité.

À cet effet, diverses incitations ont été offertes au propriétaire du projet, Atlantic Lithium, pour la construction d'une usine de transformation au Ghana. Selon la compagnie, les résultats d'une étude exploratoire sur la viabilité économique et les avan-

tages d'une telle usine devraient être disponibles au premier trimestre 2024.

Pour rappel, la mine peut produire 3,6 millions de tonnes de concentré de spodumène sur 12 ans, générant au passage 6,6 mds de dollars de revenus. Une partie de la production sera vendue à l'Américain Piedmont Lithium qui contribuera au financement des travaux de construction. L'entrée en production de la mine est prévue en 2025.

Tanzanie : Lindi Jumbo viendra grossir la production de graphite

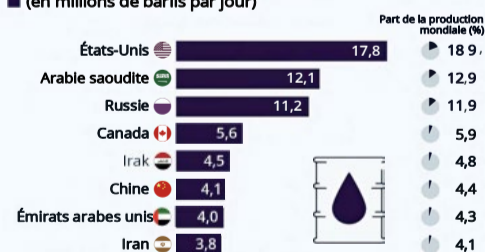
La Tanzanie devrait fournir 11,4% de la production mondiale de graphite d'ici 2030, selon le cabinet Benchmark Mineral Intelligence. Alors que le pays se trouve actuellement sur la 3^e marche du podium des producteurs africains, devancé par Madagascar et le Mozambique, plusieurs projets en développement devraient renforcer sa position dans les années à venir. Au nombre de ces projets prometteurs figure la future mine Lindi Jumbo, pilotée par Walkabout Resources. Lancés en 2021, les travaux de construction sont pratiquement achevés et la compagnie a annoncé le 3 janvier 2024 l'introduction du premier minerai dans l'usine de traitement. L'entrée en service complète est prévue au cours de ce premier trimestre. Détenue à 100% par Walkabout, la mine peut livrer 40 000 tonnes de concentré de graphite par an sur une durée de vie de 24 ans. Les revenus générés sur cette période sont estimés à 1,44 mds de dollars.

Source : Ecofin

PÉTROLE : TROIS PAYS ASSURENT PLUS DE 40 % DE LA PRODUCTION MONDIALE

Les plus grands producteurs de pétrole

Production de pétrole par pays en 2022 (en millions de barils par jour)



Inclut le pétrole brut, les schistes et sables bitumineux, ainsi que les condensats et les liquides de gaz naturel. Source : Energy Institute

statista

Avec une production qui s'élevait à 17,8 millions de barils par jour l'année dernière, soit 18,9% du total mondial, les États-Unis sont de loin le 1^{er} producteur mondial de pétrole. Une place acquise depuis 2017 grâce à l'exploitation massive du pétrole de schiste dans le pays. L'Arabie saoudite et la Russie se suivent de très près en 2^e et 3^e position, avec respectivement 12,1 et 11,2 millions de barils de pétrole par jour en 2022.

Selon les données compilées par l'Energy Institute, les trois pays producteurs principaux représentent plus de 40% de la production mondiale et produisent ensemble plus de pétrole que les sept autres pays du top 10 mondial réunis – parmi lesquels le

Canada, l'Irak, la Chine, les Émirats arabes unis ou encore l'Iran. Le Brésil, avec 3,1 millions de barils par jour, et le Koweït, avec 3 millions, complètent le classement des dix premiers producteurs de la planète.

Données du 4 décembre 2023.

Source : Energy Institute

Les 10 premiers producteurs de pétrole africains

Les chiffres indiqués prennent en compte l'année 2021 et s'appuient sur les données fournies à la fois par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et par d'autres bases de données fiables.

1 - Nigéria :	1,27 million de barils par jour (b/j)
2 - Libye :	1,21 million de b/j
3 - Angola :	1,11 million de b/j
4 - Algérie :	950 000 b/j
5 - Égypte :	559 000 b/j
6 - Congo :	253 000 b/j
7 - Gabon :	188 000 b/j
8 - Ghana :	176 000 b/j
9 - Guinée équatoriale	71 000 b/j
10 - Tchad :	70 000 b/j

Source : Opep

GABON : L'OR DE BANIAKA, MABOKA, KONOSSOVILLE ET KOUMBA

Le budget alloué au ministère des Mines a ainsi été arrêté à 959,870 702 millions de FCFA, hors dépenses de personnel, contre 914,135 702 millions de FCFA en 2023, soit une augmentation de 45,7 millions de FCFA. Des fonds qui serviront principalement à suivre le contrôle des activités des opérateurs miniers en phase de recherche et d'exploitation, à améliorer la gouvernance du secteur minier et à améliorer la connaissance du potentiel géologique et minier national.

On retient par ailleurs, à propos de la mission 16 « Industrie et Mines », qu'elle comporte deux programmes, à savoir : « Pilotage et soutien à la politique minière » et « Gestion et contrôle des activités minières ».

Pour ce qui est de la Société équatoriale des mines (SEM), elle a prévu, en 2024, les activités de lancement de la recherche en or potasse et en or alluvionnaire sur les permis de Baniaka, Maboka, Konossoville et Koumba. Elle projette aussi d'obtenir des permis sur les sites Mabié, Mikongo-Sud, Oveng, Koumba et Anveme.

En matière de production, la stratégie est de passer de l'or alluvionnaire à l'or primaire sur le site Koumba, d'améliorer le suivi de la production de l'or alluvionnaire par le renforcement du suivi des activités des partenaires de la SEM, d'optimiser la production par la mise en place de nouveaux procédés de récupération de l'or, de réduire progressivement les contrats d'assistance technique en augmentant la capacité de production du Gabon, et enfin, de poursuivre l'exploitation de carrière sur le permis de Mebong.

Source : ministère du Budget

PUBLIRÉDACTIONNEL

L'ART D'INTÉGRER LES JEUNES TALENTS, 4^e ÉDITION

La 4^e édition du programme «Jeunes Talents» initié par Vivo Energy Gabon est un cru 2024 tout aussi exceptionnel que les trois précédents. Cette initiative constitue un tremplin pour l'insertion et le développement professionnel des jeunes diplômés. Cette opportunité leur permet d'acquérir les bases nécessaires pour développer une carrière professionnelle solide. Ce programme permet à Vivo Energy de soutenir le système d'adéquation «formation-emploi», contribuant ainsi à la compétitivité de la jeunesse du pays sur le marché de l'emploi. Cette année, comme toutes les autres, c'est avec un immense plaisir que Vivo Energy Gabon ouvre ses portes pour accueillir la 4^e promotion du programme «Jeunes Talents». De nombreux profils (master 2) étaient au rendez-vous de cette année, toutes compétences confondues. 100 postulants ont envoyé leur dossier dont 6 ont été retenus, 4 femmes et 2 hommes, pour une moyenne d'âge de 28 ans.



Les étapes principales de leur intégration passent par une implication de la direction générale, du département des ressources humaines, par la découverte des stations-service, du dépôt et des différents départements du siège de Vivo Energy Gabon à Libreville.

Direction générale : l'inspiration au rendez-vous

Représentée par son directeur général Jeffroy Abouiboro Kara, la direction générale de Vivo Energy Gabon s'est connectée directement avec les nouvelles

recrues de la 4^e édition. Cette rencontre stimulante a été l'occasion du partage de la vision du Groupe, des objectifs stratégiques et des valeurs de l'entreprise. Ce contact direct ponctué de différents échanges a permis d'établir un lien solide entre le directeur général et les nouvelles recrues, favorisant ainsi l'alignement de ces dernières sur la trajectoire de l'entreprise.

Le département des ressources humaines : les architectes de l'adaptation

Le département des ressources humaines a orchestré une expérience d'accueil sur mesure qui a commencé par une session d'orientation personnalisée avec pour objectif une présentation détaillée du groupe Vivo Energy. Ensuite, ces jeunes talents ont suivi des programmes de mentorat élaborés par les responsables de chaque département d'accueil. Enfin, ils ont été déployés dans tous les services pour une immersion fluide et enrichissante. L'accompagnement qui leur est offert dure pendant tout leur séjour à Vivo Energy Gabon, soit un an.



En station-service : plongée dans l'action

L'action commence en station-service où les jeunes talents ont été intégrés pour répondre aux tâches quotidiennes. Une formation pratique a mis en avant la sécurité, la qualité du service et la gestion opérationnelle. Cette dernière étape de terrain a offert une compréhension concrète de l'excellence opérationnelle au sein des stations-service Engen à travers les piliers Triple Check, Clean & Safe et Voice That Count qui sont des activités de différenciation marketing pour un secteur fortement concurrentiel. Ce fut l'occasion pour



les nouvelles recrues de mieux appréhender les défis du secteur pétrolier aval (distribution).

Au dépôt : la découverte de la logistique et des règles de chargement des camions-citernes

Les coulisses du dépôt révèlent les secrets logistiques du secteur. Des visites détaillées et des sessions de formation dévoilent la gestion des stocks, la logistique des carburants et les normes de sécurité inhérentes aux entrepôts. Les recrues sont ainsi armées pour comprendre les aspects cruciaux de la chaîne d'approvisionnement.



Au sein des différents services des départements : une polyvalence enrichissante

Dans cette phase d'immersion, une polyvalence stratégique est cultivée à travers la rotation des jeunes talents dans les différents services des départements : commercial, ressources humaines, Supply & Distribution, finance, marketing, et HSSEQ – les nouveaux jeunes talents ont exploré ces domaines pour comprendre l'interconnexion des fonctions et encourager la collaboration interdépartementale.



Conclusion :

La 4^e édition du programme «Jeunes Talents» chez Vivo Energy Gabon transcende une simple intégration pour devenir une aventure complète. Grâce à l'engagement de tout le staff impliqué, la vision de la direction générale, l'action en station-service, l'exploration au dépôt et l'immersion dans les départements, les nouveaux membres sont armés pour contribuer activement pendant toute une année à l'évolution et à la réussite de Vivo Energy Gabon, et à acquérir un savoir-faire qui sera un plus pour eux dans l'univers professionnel.



ASSISES DE L'UPF - UNION DE LA PRESSE FRANCOPHONE SUR LE THÈME « MÉDIAS, PAIX ET SÉCURITÉ »

Placée sous le haut patronage de Macky Sall, le président du Sénégal, la 50^e édition des assises de l'Union internationale de la presse francophone (UPF) s'est déroulée du 9 au 12 janvier 2024 au centre international de conférences Abdou-Diouf de Diamniadio, près de Dakar. Le pays de la Teranga accueillait le rassemblement de cette organisation internationale pour la quatrième fois, après ceux de 1962, 1982 et 2014. Pour marquer l'intérêt qu'ils portent au sujet, le président de l'UPF, Madiambal Diagne, et Jorge Carlos de Almeida Fonseca (ex-président du Cap-Vert) étaient présents à l'ouverture de cet événement qui a réuni journalistes, éditeurs, dirigeants de médias et experts des pays francophones venus en nombre.

Par Anne-Marie Jobin

Dès la conférence inaugurale, les intervenants ont tous fondé leurs préliminaires sur leur attachement aux valeurs de paix et de liberté indispensables à l'exercice du métier de journaliste. Jorge Carlos de Almeida considère la presse comme un élément vital de la démocratie et a rappelé «le rôle primordial des médias dans la promotion de la citoyenneté et de la paix sociale», soulignant que c'est un rôle essentiel des systèmes démocratiques.

Le président M. Sall a notamment mis en exergue la diversité des supports médiatiques dans son pays qui compte 33 chaînes de télévision, 55 radios d'information générale, 200 radios communautaires, 49 quotidiens et 140 sites d'informations.

Quant à El Hadji Abdoulaye Thiam, président de la section UPF-Sénégal, il considère que notre sous-région, comme bien d'autres régions du monde, est appelée à se défendre contre des actualités lourdes et souvent porteuses



de graves conséquences. Pour lui, «les médias jouent un rôle fondamental dans le traitement et la diffusion d'idées. Les transcrire positivement aide les peuples à les analyser avec sérénité. Le résultat est tellement plus satisfaisant que de jeter des ombres noires sur des modèles politiques, sociaux et économiques appelés à promouvoir le conflit. Ces assises marquent un nouveau départ afin de renforcer la démocratie, préserver la paix, promouvoir un développe-

ment durable, lutter contre le terrorisme, défendre l'éducation et s'adapter à l'ère numérique». Il a conclu en disant que «le monde francophone doit aspirer à une presse de qualité pour inspirer des valeurs telles que la stabilité, la tolérance mutuelle, la justice sociale et la solidarité».

Ces assises ont également été l'occasion et le lieu de saluer le courage qui s'attache à l'exercice du métier de journaliste, car des hommes et des femmes



Pourquoi ne pas envisager d'organiser les prochaines assises à Libreville ?

risquent leur vie et leur liberté pour informer vrai, en s'appuyant sur les normes éthiques de l'exactitude, de l'impartialité, de l'équité et de l'équilibre. Selon les chiffres de l'Unesco, ne serait-ce qu'en 2023, 65 journalistes ont été tués dans l'exercice de leurs fonctions, dont 38 dans des zones de conflit.

Des questions ont également été posées quant à la pratique du métier opérée par des blogueurs et autres activistes qui ne s'encomrent pas des normes qui encadrent la profession. Ces assises ont été un nouveau départ pour de plus grands accomplissements en matière de renforcement de

la démocratie, de préservation de la paix, de promotion d'un développement durable équitable, d'engagement contre le terrorisme, de défense de l'éducation et de la formation à l'ère du numérique, de démocratisation de l'accès aux services de santé.

«Le monde doit être meilleur avec la meilleure presse possible. Il s'agit de la transformation qualitative de la relation du monde à la culture de la paix et cela passe par la diffusion d'une information inspirant aussi des valeurs comme la stabilité, la tolérance mutuelle, la justice sociale, l'accès équitable aux services sociaux, la préservation des équilibres institutionnels et la solidarité. Le destin du monde francophone n'est pas dans la terreur. Il est plutôt dans la ferveur des belles fraternités», a déclaré Abdoulaye Thiam.

Dix-neuf journalistes gabonais (la plus importante des délégations) ont assisté à ces assises. Pourquoi ne pas envisager d'organiser les prochaines assises à Libreville ?

Les
Echos
de l'Eco
echosdeleco.com

CRÉATION GRAPHIQUE & IMPRESSION DE VOS SUPPORTS



- ✓ RAPPORT ANNUEL
- ✓ PLAQUETTE
- ✓ BROCHURE
- ✓ CARTE DE VISITE
- ✓ BLOC NOTE
- ✓ FLYERS, ETC.

Les Échos de L'Éco,
ce n'est pas qu'un journal !

contact@echosdeleco.com

+241 (0) 62 18 77 18

ENSEMBLE REINVENTONS L'ÉDUCATION

RÉSUMÉ DU PROGRAMME DIGITAL
DANS L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE



APRÈS DEUX ANNÉES DE MISE EN ŒUVRE GRÂCE À LA SIGNATURE DU PARTENARIAT AIRTEL - UNICEF

- **27 écoles** ont été connectées à internet en 2023. parmi elles, 18 disposent d'un segment pré-primaire.
- **27 écoles connectées**
12 rurales, 3 périurbaines, 12 urbaines
- Allocation de data par mois :**
 - 05 Gb par enfant
 - 10 Gb par agent et enseignant
 - 150 Gb par école
- **6700 filles et garçons impactés** et enrôlés dans le cadre de la phase pilote du programme de digitalisation des enseignements dans le primaire
- **125 enseignants** issus des 27 écoles, ont vu leurs capacités renforcées en informatique de base et internet via la plateforme www.digilearning.tmgsoft.com

- **400 tablettes offertes**
300 configurées et sécurisées, 100 en attente
- **Les curriculums de formation** des enseignants du premier degré dans les écoles normales d'instituteurs (ENI) de Libreville et Franceville révisés et intègrent maintenant le numérique dans la formation initiale des enseignants du premier degré.
- **05 sites de supports de cours digital sont gratuits** (zero rating) : learning passport, akelius, imaginecole, u-report ; educ-ga.
- **15 concepteurs de l'IPN formés au montage de vidéos** à l'aide de l'intelligence artificielle. 180 vidéos de supports de cours digital pour les 4^{èmes} et 5^{èmes} années révisées.

L'objectif du projet de digitalisation d'ici la 5^{ème} année est le passage à l'échelle pour permettre à 90 % des écoles confessionnelles publiques et privées d'utiliser pleinement le numérique dans le processus d'enseignement/apprentissage.



MCCANN

Un pas de plus vers un avenir durable

Encourager des initiatives durables, financer la croissance verte, rester sensible aux questions climatiques sont pour nous une belle manière de préserver notre environnement mais aussi d'y laisser une empreinte responsable pour les années à venir.



Orabank, un partenaire à votre écoute



Orabank